



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9450^e séance

Lundi 23 octobre 2023, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. França Danese	(Brésil)
<i>Membres :</i>	Albanie	M. Hoxha
	Chine	M. Geng Shuang
	Émirats arabes unis	M. Bastaki
	Équateur	M. Pérez Loose
	États-Unis d'Amérique	M. Wood
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M ^{me} Broadhurst Estival
	Gabon	M ^{me} Onanga
	Ghana	M ^{me} Oppong-Ntiri
	Japon	M. Ishikane
	Malte	M ^{me} Frazier
	Mozambique	M. Afonso
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki
	Suisse	M. Hauri

Ordre du jour

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2023/735)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2023/735)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite la représentante de la Serbie à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M^{me} Ana Brnabić, Première Ministre de la République de Serbie, et je demande au fonctionnaire du protocole de l'accompagner jusqu'à la place qui lui est réservée à la table du Conseil.

M^{me} Ana Brnabić, Première Ministre de la République de Serbie, est escortée à la table du Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Caroline Ziadeh, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Vjosa Osmani-Sadriu à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2023/735, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

Je donne la parole à M^{me} Ziadeh.

M^{me} Ziadeh (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur d'informer le Conseil de sécurité des faits nouveaux importants survenus récemment au Kosovo. J'espère que les membres ont eu le temps d'examiner le rapport du Secrétaire général (S/2023/735), qui couvre la période du 19 mars au 18 septembre. Pour commencer, j'appelle l'attention des membres sur un grave incident de sécurité qui s'est produit le 24 septembre près du village de Banjska dans la municipalité de Zvečan, dans le nord du Kosovo.

Ce jour-là, tôt dans la matinée, un agent du Service de police du Kosovo a été tué et deux autres ont été blessés à l'entrée du village, qui avait été bloquée par deux véhicules. Au cours de la journée et dans la soirée, le Service de police du Kosovo et des éléments lourdement armés ont échangé des coups de feu, qui ont fait quatre morts et donné lieu à des arrestations.

Le Service de police du Kosovo a saisi un nombre important de véhicules, de matériel militaire et d'armes. La Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) s'est associée à la communauté internationale pour condamner sans ambiguïté cet incident et la perte tragique en vies humaines, appelant à la retenue. Il est essentiel que les enquêtes en cours permettent de consigner les faits liés à ces événements et de demander des comptes aux auteurs.

Les événements importants du 24 septembre ont exacerbé des conditions de sécurité déjà précaires, caractérisées par une atmosphère de suspicion mutuelle et de perceptions contradictoires au sein d'une grande partie de la population, en particulier dans le nord du Kosovo et parmi les communautés serbes du Kosovo dans d'autres régions du pays.

Dans les jours, les semaines et même les mois qui ont précédé le 24 septembre, les tensions politiques et les problèmes de sécurité dans le nord du Kosovo n'ont cessé de s'intensifier, faute de progrès tangibles dans le dialogue facilité par l'Union européenne. La réunion de haut niveau qui s'est tenue le 14 septembre à Bruxelles n'a pas permis de dégager un consensus sur l'ordre dans lequel appliquer les dispositions des accords antérieurs. Il s'agit, une fois de plus, d'une occasion manquée de mener des échanges constructifs sur un programme de mise en œuvre des engagements respectifs des parties au titre des accords conclus à Bruxelles et à Ohrid cette année.

Les deux parties ont fait des allégations publiques incendiaires l'une contre l'autre, mettant à mal les fragiles canaux de communication entre les communautés du Kosovo et entre les dirigeants politiques de Belgrade et de Pristina. Comme je l'ai constaté au cours de mes échanges avec un large éventail d'interlocuteurs, notamment des responsables municipaux, des dirigeants d'organisations de la société civile, des chefs religieux et des chefs d'entreprise, les sentiments qui prévalent sont la frustration et l'inquiétude face à un avenir incertain. Les tensions et l'anxiété dans tout le Kosovo, exprimées en particulier par les membres des communautés serbes du Kosovo, ont été alimentées par une rhétorique et des récits incitant à la discorde. Plutôt que d'attiser les tensions en envoyant des

messages politiques à tel ou tel groupe, les dirigeants élus ont la responsabilité de répondre aux besoins en matière de sécurité et aux préoccupations socioéconomiques plus larges de tous les pans de la société, indépendamment de leur appartenance ethnique, linguistique ou politique.

Des revers comme le boycott par les Serbes du Kosovo des élections locales du 23 avril dans le nord du pays, où ils représentent la majorité de la population, qui a soulevé la question d'une représentation politique adéquate ; et les violences terribles survenues le 29 mai, à la suite desquelles 93 membres de la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) et des civils ont été grièvement blessés, mettent en péril les perspectives d'une paix et d'une stabilité à long terme. L'impasse politique actuelle, avec ses conséquences sur la sécurité et le bien-être de la population, ne peut être résorbée que par un compromis dans le cadre du dialogue entre Belgrade et Pristina.

Des mesures de désescalade sont indispensables pour apaiser les tensions. À cet égard, j'espère, comme beaucoup, que les résultats des réunions organisées sous l'égide de l'Union européenne et des États-Unis, qui se sont tenues séparément à Pristina et à Belgrade le 21 octobre, remettront le dialogue sur la bonne voie, et que les deux parties s'engageront résolument à mettre en œuvre les mesures de désescalade et les propositions présentées au cours de ces réunions. Les deux parties doivent notamment renouveler leur engagement à mettre pleinement en œuvre tous les accords antérieurs conclus dans le cadre du dialogue. Dans cette optique, les travaux relatifs à la création de l'Association/Communauté des municipalités à majorité serbe doivent commencer sans délai ni conditions préalables, parallèlement à tous les autres accords essentiels.

Nous devons garder à l'esprit que l'absence de compromis politique continuera à nuire au bien-être des citoyens ordinaires, notamment à leur capacité à accéder à des services de base et à réaliser leur potentiel socioéconomique. À cet égard, il importe de souligner que les retards dans la mise en œuvre des accords conclus dans le cadre du dialogue ont entraîné le report d'une conférence des donateurs de l'Union européenne prévue dans l'annexe relative à la mise en œuvre de l'accord de février, qui aurait probablement permis de mobiliser un soutien économique important et ouvert des possibilités d'investissement.

Au cours des séances du Conseil, nous évoquons souvent les effets positifs que des accords politiques durables ont sur la vie des populations, même si ces accords ont un coût. Peut-être que nous ne parlons que trop rarement du coût encore plus important résultant

de l'absence d'accords. Je parle ici du coût pour toutes les communautés, qu'il s'agisse de Serbes, d'Albanais ou d'autres habitants de différentes parties de Kosovo et de l'ensemble de la région. Les tensions, l'isolement et le manque de confiance croissant dans la capacité des dirigeants politiques à répondre aux intérêts les plus immédiats et aux griefs légitimes des populations dont nous avons été témoins ces derniers mois – et pire encore, le recours à la violence et à l'intimidation par des personnes mal intentionnées – risquent de mettre en péril les progrès réalisés non sans difficulté dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne. Un leadership responsable et des compromis sont nécessaires pour relancer un processus politique plus productif.

Nous connaissons cette maxime : il ne peut y avoir de développement durable sans paix, ni de paix sans développement durable. On ne saurait trop insister sur la nécessité d'accueillir favorablement et de privilégier les initiatives de coopération et d'intégration régionales pour contribuer à un dialogue plus productif. La paix, la prospérité, le progrès, la durabilité et la connectivité figurent parmi les principaux thèmes mis en avant au cours de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale en septembre et dans le cadre du sommet du processus de Berlin, qui s'est tenu la semaine dernière à Tirana. Aujourd'hui, au Conseil, je pense qu'il est de la plus haute importance que la communauté internationale exhorte Pristina et Belgrade à encourager des actions ciblées et concertées en accord avec ces principales priorités, y compris avec le constat qu'aucun dirigeant ou acteur ne peut espérer surmonter les défis mondiaux actuels à lui seul.

J'ai déjà souligné dans ma déclaration d'avril (voir S/PV.9312) – et il convient de le répéter aujourd'hui – qu'une communication claire et permanente devra être établie avec le public sur les questions qui concernent ses moyens de subsistance, sa santé et ses droits humains – des questions telles que l'expropriation de terres et la liberté de circulation des personnes et des biens, y compris au-delà de la frontière administrative. L'action des institutions garantes de l'état de droit doit être ancrée dans les droits humains, et expliquée et communiquée clairement et publiquement afin d'éviter les erreurs d'interprétation et de garantir l'égalité de tous et toutes devant la loi.

J'ai salué l'adoption par l'Assemblée du Kosovo d'une loi régissant la procédure de demande de statut de personne rescapée de violences sexuelles liées aux conflits. J'encourage également les autorités à tenir compte des recommandations du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition à cet égard. À la suite des efforts persistants de sensibilisation de la MINUK, des organismes des

Nations Unies et des groupes de la société civile en faveur de l'intégration, dans la Constitution, de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, nous nous félicitons de l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle le 1^{er} août, qui ouvre la voie à l'intégration dans le cadre juridique du Kosovo des normes internationales de droits humains relatives aux droits des personnes handicapées.

Cette année marque le cinquième anniversaire des activités de renforcement de la confiance de la MINUK. Malgré les succès obtenus dans le renforcement du dialogue, de la cohésion sociale et de la résilience au niveau local, la situation est devenue plus difficile au cours de l'année écoulée. Néanmoins, nous restons fermement déterminés à continuer à travailler avec nos partenaires au sein de toutes les communautés du Kosovo pour favoriser la communication et l'entente au sein de la population. Ce faisant, nous préparons le terrain pour favoriser l'acceptation des compromis importants, difficiles mais nécessaires, qui permettront de faire progresser le dialogue au niveau des dirigeants. Comme cela a été annoncé il y a six mois, le Centre Barabar a été lancé avec l'appui de la MINUK et de la municipalité de Pristina, incarnant ce que le partenariat a de mieux. Utilisé dans les deux langues officielles du Kosovo, l'albanais et le serbe, le mot « Barabar » signifie égalité et équité, et nous avons besoin d'égalité et d'équité. Le Centre est un espace sûr au cœur de Pristina, où des personnes de tous horizons et de toutes les communautés peuvent se rencontrer pour discuter librement et transcender les discours clivants. Depuis son ouverture en mai de cette année, le Centre a organisé une quarantaine d'événements multiethniques, démontrant ainsi que même en des temps difficiles, il est possible, et même souhaitable, de rassembler les gens.

Pour faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, la Mission continue d'appuyer les organisations de la société civile dirigées par des femmes et d'encourager la participation des jeunes et des dirigeantes à tous les niveaux de la prise de décisions. Nous appuyons les initiatives visant à promouvoir la participation active et véritable des femmes aux processus politiques et à prendre en compte les questions de genre dans le processus de normalisation des relations entre Belgrade et Pristina.

Nous continuerons également à appuyer les jeunes, notamment dans le cadre de l'Assemblée de la jeunesse des Nations Unies au Kosovo, qui a lieu chaque année. Cette année, la cinquième Assemblée de la jeunesse a été organisée au plus fort des tensions politiques. Néanmoins, plus de 150 animateurs de groupes de jeunes de tout le Kosovo et de la région se sont réunis et ont abordé

de manière constructive des questions cruciales, notamment la lutte contre la désinformation et les discours de haine, la prise de décisions des jeunes et la lutte contre la violence domestique, pour n'en citer que quelques-unes. Nous remercions l'équipe des Nations Unies au Kosovo de sa coopération étroite à cet égard.

En collaboration avec ses partenaires, la Mission garantit l'égalité d'accès à la justice en améliorant l'infrastructure des salles d'audience, en fournissant une aide juridictionnelle et une représentation juridique gratuites à plus de 2 000 personnes issues de toutes les communautés du Kosovo et en proposant des services d'interprétation. Nous continuerons à le faire.

Je saisis cette occasion pour saluer la résilience des acteurs locaux, notamment les partenaires de la MINUK, des femmes, des hommes et des jeunes dévoués issus de toutes les communautés du Kosovo qui, malgré les discours clivants et les réalités difficiles, s'efforcent sans relâche d'améliorer la compréhension entre leurs communautés.

Je tiens à réaffirmer l'appui de la MINUK au dialogue facilité par l'Union européenne, et je le fais en étant animée d'un sentiment d'urgence, compte tenu de l'instabilité qui caractérise la période considérée. Nous sommes déterminés à appuyer toutes les voix qui rejettent la polarisation à somme nulle, lui préférant le compromis et la collaboration. Nous poursuivrons nos activités de renforcement de la confiance, même si nous entendons souvent dire que la confiance est à son niveau le plus bas en ce moment. Mais notre réponse était, est et reste : quand le ferons-nous, si ce n'est maintenant ? Qu'il me soit permis de le répéter et de le dire très clairement : le dialogue est la seule façon d'aller de l'avant.

Avant de terminer, je voudrais prendre un moment pour saluer l'immense contribution de l'un de mes principaux partenaires pendant cette période très difficile au Kosovo : le commandant sortant de la KFOR, le général Angelo Michele Ristuccia, de l'Italie. Il a joué un rôle moteur déterminant dans la gestion de plusieurs crises qui ont éclaté au cours de l'année écoulée. En outre, je souhaite tout particulièrement la bienvenue à son successeur, le général Özkan Ulutaş, de la Türkiye, avec lequel nous entretiendrons, je le sais, des relations de travail tout aussi étroites dans le cadre de l'exécution de notre mandat commun.

Je conclus mon intervention en exprimant ma profonde gratitude aux membres du Conseil pour leur appui. Cet appui est indispensable à la poursuite des travaux menés par la MINUK pour contribuer à la création des conditions nécessaires pour que tous les habitants du Kosovo puissent vivre en paix et dans des conditions normales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Ziadeh de son exposé.

Je donne maintenant la parole à la Première Ministre de la République de Serbie.

M^{me} Brnabić (Serbie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude au Secrétaire général, António Guterres, et à la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), M^{me} Ziadeh, pour l'attention qu'ils consacrent au Kosovo-Metohija.

Comme toujours, je tiens à souligner qu'il importe d'établir des rapports périodiques objectifs sur la situation au Kosovo-Metohija, province autonome de la République de Serbie, conformément à la Constitution de la République de Serbie, mais aussi à la Charte des Nations Unies, à la résolution 1244 (1999) et aux principes fondamentaux du droit international. Je suis reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée de partager avec les personnes ici présentes et le public international nos vues sur le dernier rapport en date sur la MINUK (S/2023/735).

Je ferai de mon mieux pour éviter d'utiliser un langage trop bureaucratique et pour présenter nos vues de manière claire et directe, simplement parce que la situation au cours des deux dernières années, et surtout au cours des 12 derniers mois — et je suis tout à fait d'accord avec M^{me} Ziadeh —, est devenue si grave que nous devons tous essayer de comprendre, non pas en tant que responsables politiques, mais, avant tout, en tant qu'êtres humains, ce qu'il se passe et ce qu'il faut faire désormais afin de donner aux personnes qui souffrent chaque jour au Kosovo-Metohija ne serait-ce qu'une lueur d'espoir, une lueur d'espoir que la stabilité et la paix à long terme sont possibles.

D'après ce que nous pouvons tous constater sur le terrain, sur la base de nombreux exemples au cours des 12 derniers mois, les fonctionnaires de Pristina, l'Administration de Pristina, malheureusement, je dois bien le dire, et pour dire les choses le plus simplement possible, n'ont que trois messages clefs pour les Serbes, les autres non-Albanais et la communauté internationale. Et toutes les informations qui nous parviennent et tout ce qu'il se passe chaque jour sur le terrain peuvent se résumer en ces trois messages clefs.

Le premier message, c'est que les Serbes qui sont partis après 1999 ou durant le nettoyage ethnique, le pogrom, de 2004 ne doivent pas revenir. Ils ne sont pas les bienvenus. Il est profondément inquiétant, regrettable et, aussi, embarrassant que le Kosovo-Metohija demeure,

selon tous les rapports de l'ONU sur la question, le territoire qui, comparé à tous les territoires post-conflit dans ce monde insensé qui est le nôtre, compte le plus petit nombre de rapatriés. Moins de 2 % des déplacés sont retournés au Kosovo-Metohija. Je répète, moins de 2 %. Ce n'est pas le fait du hasard.

Lorsqu'ils y retournent, s'ils essaient d'y retourner, ils constatent généralement que quelqu'un s'est emparé illégalement de leurs biens privés. Ils se tournent alors bien évidemment vers les autorités pour dénoncer cette usurpation et demander de l'aide, dans l'espoir d'obtenir justice et équité. La plupart du temps, au lieu de recevoir une aide, ils sont arrêtés et finissent en prison.

Rien que ces derniers mois, pour ne citer que quelques exemples, des personnes telles que Dušan Arsić, de Matica, près de Pristina, Časlav Jolić et Gavriilo Milosavljević, d'Istok, et Milorad Đoković, de Vitimirica, ont toutes été arrêtées, toutes, pour des chefs de crimes de guerre, bien qu'elles soient entrées au Kosovo-Metohija à maintes reprises par le passé et n'aient jamais été arrêtées ni accusées de quoi que ce soit, jusqu'à ce qu'elles demandent que leurs biens privés, leurs terres et leurs maisons leur soient restitués. C'est à ce moment-là que des accusations ont soudainement été portées. Il a fallu attendre le début des procédures judiciaires engagées pour récupérer les biens usurpés. Il s'agit là d'un message clair adressé aux Serbes déplacés par les fonctionnaires de Pristina. Ce message est le suivant : « Ne revenez pas. Vous n'êtes pas les bienvenus ». Encore une fois, il est humiliant que le Kosovo-Metohija reste la région du monde où le nombre de rapatriés est le plus faible parmi tous les territoires sortant d'un conflit.

Le deuxième message envoyé aux Serbes, de la manière la plus brutale qui soit, est que les personnes qui sont restées, qui vivent encore sur le territoire du Kosovo-Metohija et qui veulent rester doivent partir. Ce message est envoyé par des mois, des années, de révocation pure et simple, systématique, des droits humains les plus élémentaires des Serbes et des autres non-Albanais, faisant de leur vie un cauchemar permanent marqué par l'insécurité due à l'absence totale d'état de droit et par des décisions arbitraires quant aux personnes qui seront arrêtées, placées en détention, battues, torturées, humiliées et maintenues en prison pour une durée indéterminée, et quant à la date de ces arrestations. Ces personnes ne cessent de se demander si leurs enfants, leurs frères, leurs pères et leurs maris seront abattus à loisir, simplement parce qu'ils sont serbes, si leurs prêtres seront déportés et leurs biens confisqués et si ceux qui leur tirent dessus et les battent seront toujours,

par principe, laissés en liberté, comme c'est le cas chaque jour dans le Kosovo-Metohija d'aujourd'hui. En agissant de la sorte chaque jour de chaque semaine, et chaque mois de chaque année, Pristina a réussi ces dernières années à provoquer une dangereuse crise de sécurité, comme nous avons pu le lire dans le dernier rapport en date sur la MINUK. Nous assistons aujourd'hui au Kosovo-Metohija à des violences politiques, juridiques, institutionnelles et physiques généralisées contre les Serbes.

D'un point de vue humain, le tournant incontestable, le moment où tout le monde a compris ce que Pristina voulait, à savoir le départ des Serbes, n'a pas été la tentative de meurtre de Stefan Stojanović, un garçon de 11 ans, et de son cousin Miloš Stojanović, âgé de 21 ans, alors qu'ils participaient à une procession de Noël à Gotovuša, près de Štrpce. Non, en fait, ce fut le jour où Azem Kurtaj, qui a commis ce crime en tirant sur des enfants à Noël et qui est membre de la prétendue Force de sécurité du Kosovo, qui est, soit dit en passant, une formation illégale selon le paragraphe 15 de la résolution 1244 (1999), a été relâché en tant qu'homme libre. Je le répète : Azem Kurtaj, qui a tiré sur un enfant de 11 ans et l'a blessé à Noël, est aujourd'hui un homme libre au Kosovo-Metohija. Il a bénéficié d'une amnistie totale de la part des autorités judiciaires de Pristina. Voilà peut-être tout ce qu'il faut savoir sur l'état de droit au Kosovo-Metohija et les conditions dans lesquelles les Serbes et les autres non-Albanais vivent aujourd'hui au Kosovo-Metohija.

Je tiens par conséquent à poser la question suivante à l'ensemble des participants à la présente séance. Lorsqu'un Albanais, membre de la prétendue Force de sécurité du Kosovo, tire sur un enfant et le blesse grièvement, et qu'il est ensuite proclamé homme libre, ne s'agit-il pas d'un appel lancé par les responsables de Pristina pour que n'importe qui d'autre tire sur les Serbes, les terrorise, les blesse ou les tue ? Et pourquoi pas ? De tels actes ne sont pas sanctionnés. L'amnistie accordée à Kurtaj est en fait une invitation ouverte à d'autres à reproduire ce genre d'actes.

En revanche, il est intéressant de noter que dans ce même système juridique et selon ce type de norme de l'état de droit, qui a libéré un criminel ayant tiré sur des enfants, lorsque l'on est serbe, comme c'est le cas des frères Andrija et Mihajlo Mitić, on est arrêté et incarcéré pendant un mois pour ne pas avoir mis sa ceinture de sécurité. Lorsque l'on est serbe, on est condamné à un mois de prison pour ne pas avoir mis sa ceinture de sécurité. C'est incroyable. La triste vérité est que c'est à cela que ressemble aujourd'hui le quotidien des Serbes du Kosovo-Metohija.

Malheureusement, des exemples encore plus paradigmatiques existent.

Slađan Trajković et Zlatko Arsić ont tous deux été accusés et arrêtés pour des crimes de guerre présumés. Étonnamment, ils étaient tous deux membres du soi-disant Service de police du Kosovo, emploi pour lequel ils ont dû obtenir des habilitations de sécurité de Pristina. Ils ont donc obtenu des habilitations de sécurité de Pristina, ont été acceptés dans le Service de police du Kosovo, ont servi pendant des années dans le cadre du maintien de l'ordre multiethnique, grâce à la mise en œuvre, par Belgrade et les Serbes du Kosovo-Metohija, du Premier Accord de Bruxelles sur les principes gouvernant la normalisation des relations et, une fois qu'ils ont quitté la police, ils ont été arrêtés et accusés d'être des criminels de guerre. Slađan Trajković, qui faisait partie du Service de police du Kosovo depuis 2013 et avait obtenu toutes les habilitations de sécurité, a été arrêté le 15 décembre 2022 et se trouve toujours en détention aujourd'hui, plus de 10 mois plus tard. Zlatko Arsić, qui faisait partie du Service de police du Kosovo depuis encore plus longtemps et qui, étonnamment, avait également reçu une médaille de Pristina pour y avoir servi en tant qu'homme honorable, a été arrêté le 7 mars et se trouve, bien entendu, toujours en détention. Il est toujours en prison et n'est pas avec sa famille.

Par conséquent, la vérité toute simple est que, dans le Kosovo d'aujourd'hui, si l'on est serbe, on peut être arbitrairement arrêté, inculpé et maintenu en détention aussi longtemps que les dirigeants politiques le souhaitent. Cela se produit alors que la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR), la MINUK et la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) sont présentes sur le terrain. Les membres du Conseil peuvent-ils imaginer ce que serait la vie au Kosovo-Metohija s'il était gouverné par Pristina sans la présence de la KFOR, de la MINUK et d'EULEX ?

Rien que depuis le début de l'année, six Serbes ont été la cible de tirs et personne n'a été jugé responsable sur le plan pénal. Au cours des deux dernières années et demie, on a enregistré un nombre incroyable de 434 attaques à motivation ethnique contre des Serbes et leurs biens, soit une augmentation de 50 % par rapport à la période précédant l'Administration du Premier Ministre Albin Kurti, et nous ne savons toujours pas si quelqu'un a été tenu pour responsable ou si des charges ont été retenues contre l'un des auteurs de ces attaques.

Conséquence directe de cette terreur, 11 % des Serbes ont quitté le nord du Kosovo-Metohija depuis l'arrivée au pouvoir d'Albin Kurti. Je le répète : 11 % des Serbes

ont quitté le Kosovo-Metohija au cours des deux dernières années en raison de la campagne de violence systématique et généralisée contre les Serbes et de la création délibérée de conditions de vie insupportables pour eux. À cet égard, la question posée au Conseil est de savoir s'il s'agit d'un motif d'action ou d'un simple sujet de discussion.

Le troisième message clair adressé par les responsables de Pristina aux Serbes, mais aussi à la communauté internationale, est le suivant : les accords conclus ne seront pas mis en œuvre et les accords ou parties d'accords qui ont été effectivement mis en œuvre seront annulés, révoqués ou bloqués. Ainsi qu'il est clairement indiqué dans le rapport sur la MINUK, comme d'ailleurs dans tous ceux qui l'ont précédé depuis au moins 10 ans, Pristina n'a toujours pas appliqué un mot de l'Accord de Bruxelles, c'est-à-dire le Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations. Il faut que cela change.

Il est grand temps d'établir la communauté des municipalités serbes, mesure approuvée il y a cinq ou six ans mais toujours pas suivie d'effet. La création de cette communauté est l'une des bases essentielles à l'application de tout accord ultérieur. Cependant, je tiens à dire sans détour qu'il doit s'agir de la communauté des municipalités serbes telle qu'envisagée dans les accords signés entre 2013 et 2015. Ce ne saurait être une quelconque organisation qui ne ferait qu'en porter le nom. La méthode à employer pour élaborer et adopter le statut de la communauté des municipalités serbes, ainsi que ses pouvoirs, a été clairement définie et ne se prête pas à l'interprétation. Les principes généraux qui doivent régir l'établissement de la communauté des municipalités serbes, de son cadre juridique et d'une liste détaillée de ses compétences sont énoncés de façon précise dans l'accord de 2015, qui a été signé par Isa Mustafa, en qualité de représentant officiel de Pristina, en présence de Federica Mogherini, alors Haute Représentante de l'Union européenne. Nous savons tous que ces deux dernières années, Pristina a ouvertement déclaré à plusieurs occasions qu'elle n'avait aucun intérêt à soutenir la création de la communauté des municipalités serbes et pas la moindre intention de le faire.

Pire encore, depuis 12 mois, Pristina s'attache activement à détricoter tout ce qui a été accompli dans le cadre de l'Accord de Bruxelles. Le 3 novembre dernier, Albin Kurti a écarté le Directeur de la police régionale pour la région nord, démantelant dans les faits la force de police mult ethnique du Kosovo-Metohija, en contradiction directe avec l'article 9 de l'Accord de Bruxelles. Ce n'est qu'après cela que les représentants du peuple serbe ont quitté les institutions de Pristina. Leur départ est intervenu après que Kurti

les a pratiquement expulsés de ces institutions. Illustrant une fois encore son indifférence et son mépris à l'égard de l'Accord de Bruxelles, Pristina a tenté, le 4 août, en pleine crise de sécurité dans le nord du Kosovo-Metohija, de révoquer la licence de l'entreprise de télécommunications Mobile TeleSystem, ou MTS. Cette mesure est une violation directe de l'Accord de Bruxelles et va à l'encontre des réalisations qu'il a rendues possibles.

Puis, le 14 juin, Pristina a aussi enfreint directement l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC), et ce n'était pas la première fois. L'interdiction qui frappe la circulation des biens serbes ou des marchandises en provenance de Serbie centrale au Kosovo-Metohija est en infraction directe avec les principes du libre-échange, de l'ALEEC et du chapitre IV de l'Accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et Pristina. Il s'ensuit que les Serbes et autres non-Albanais du Kosovo-Metohija ont de plus en plus de mal à trouver de la nourriture et des médicaments. Une crise humanitaire se profile à l'horizon. Les établissements de santé situés dans les zones à prédominance serbe n'arrivent pas à se procurer des fournitures médicales aussi élémentaires que de l'oxygène. Il y a une pénurie de médicaments, tels que ceux qui sont utilisés en chimiothérapie, les anesthésiques, les solutions de perfusion et les vaccins. La réserve de médicaments disponibles pour les cas extrêmement urgents, y compris les opérations chirurgicales, ne couvre que deux semaines au mieux. Ces établissements manquent même de vaccins BCG pour les nouveau-nés.

En parlant du fait que Pristina fait tout simplement fi des accords internationaux, que ce soit l'Accord de Bruxelles, l'ALEEC ou l'Accord de stabilisation et d'association, il faut voir comment Pristina a réagi aux dernières demandes en date de la communauté internationale en faveur de la désescalade. Mais d'abord, qu'est-ce qui entraîné l'embrasement d'une situation déjà terrible sur le terrain ? Le glissement général vers l'instabilité a trouvé son point de départ dans le simulacre d'élections locales tenu en avril dans quatre municipalités du nord. Au lieu de comprendre que les Serbes avaient quitté les institutions provisoires pour l'inciter à appliquer pleinement l'Accord de Bruxelles, enfin, après plus de 10 ans, et sauver ainsi le processus de dialogue, Pristina a fait le choix d'envenimer encore les choses. Elle a décidé d'organiser des élections locales à laquelle seuls 0,03 % des Serbes ont participé, alors qu'ils constituent plus de 95 % de la population du nord du Kosovo-Metohija. Le scrutin s'est tenu dans un nombre restreint de bureaux de vote et le dépôt des bulletins s'est fait dans des conteneurs spéciaux gardés par des miliciens lourdement armés. On ne saurait qualifier ces élections de « libres et régulières ».

À la suite de ces événements, puisqu'on ne peut pas parler d'élections, des personnes nommées par Pristina, qui ne peuvent pas être considérées comme des maires élus, sont entrées de force dans les bureaux municipaux, accompagnées d'unités spéciales de la police du Kosovo, armées de fusils, ce qui constitue là aussi une violation de l'Accord de Bruxelles. Ce qui s'est produit les jours suivants, comme tous les membres du Conseil le savent, et comme nous l'avons lu dans le rapport sur la MINUK, a consisté, fondamentalement, dans une terrible montée des tensions. Les manifestations ont fait plus de 50 blessés, tous des Serbes non armés. Il y a également eu des blessés parmi les membres de la KFOR, ce qui est tragique et inacceptable. Trois Serbes ont été hospitalisés pour des blessures par balle, et quatre autres ont été arrêtés. Le blessé le plus grave se nomme Dragiša Gajak ; on lui a tiré dans le dos une rafale d'arme automatique qui a touché sa colonne vertébrale, son abdomen et une de ses mains. L'auteur de ce crime, un membre de l'unité spéciale de la police du Kosovo, n'a pas été arrêté ni même inculpé.

Au lieu de poursuivre les criminels qui tirent sur des manifestants, Pristina maintient en détention des gens comme Dušan Obrenović. Sur les images où il apparaît, il ne fait aucun doute qu'Obrenović manifestait pacifiquement contre la violence, mais cet élément de preuve et ceux qui ont été produits ensuite n'ont pas empêché qu'il soit arrêté, puis brutalisé et passé à tabac. Il est toujours en prison à ce jour. Le 3 juin, l'Union européenne a appelé à la désescalade. Depuis lors, Pristina a pris pas moins de 23 mesures propres à entraîner une nouvelle escalade dans le nord du Kosovo-Metohija. Au total, 24 Serbes ont été arrêtés depuis que l'Union a exigé une désescalade immédiate. L'un d'entre eux, Milun Milenković Lune, a été littéralement roué de coups durant son arrestation et sa détention, comme l'attestent les registres et rapports médicaux. Il est accusé d'avoir pris part aux manifestations citoyennes de Zvečan, alors qu'il ne se trouvait même pas dans cette ville le jour dit. Lui aussi est toujours en prison. Le rapport sur la MINUK confirme l'existence d'une vidéo, largement diffusée sur les médias sociaux, qui montre les mauvais traitements et les humiliations dont l'une des personnes arrêtées a été victime durant sa garde à vue. La police du Kosovo a aussi intercepté deux mineurs, Kristijan Radosavljević, 15 ans, et Dara Radosavljević, 17 ans, qui faisaient du quad dans le village de Rudine, près de Zvečan, et les a sévèrement battus – un garçon de 15 ans et une fille de 17 ans. Leur mère a trouvé son fils à genoux, se protégeant la tête avec les mains, alors que deux policiers lourdement armés se tenaient au-dessus de lui.

Le 23 juin, les prétendues forces de sécurité du Kosovo ont fait un défilé militaire dans le sud de Mitrovica et aux abords de la partie nord de la ville. Le Haut Représentant de l'Union européenne, Josep Borrell Fontelles, a alors déclaré que l'escalade continuait, et ce, après que l'Union avait appelé à la désescalade. Il s'est exprimé comme suit :

«[L']escalade continue... Très alarmé par la situation dans le nord du Kosovo : arrestations extrajudiciaires de Serbes du Kosovo et forces de sécurité du Kosovo défilant à Mitrovica-Sud ».

Le 28 juin, jour de notre plus importante fête nationale, la Vidovdan (la Saint-Guy), le Service de police du Kosovo a arrêté, pas moins de trois fois, la voiture dans laquelle circulait le fils aîné du Président serbe Aleksandar Vučić, Danilo. Il s'agissait d'une provocation claire et brutale. Le 29 juin, Pristina a unilatéralement déclaré que le groupe Civilna Zastita (protection civile) était une organisation terroriste, sans coordination ni consultation avec les partenaires internationaux. Et ainsi de suite.

Comme l'a dit la Représentante spéciale aux membres du Conseil, Pristina a continué d'exproprier illégalement des Serbes de leurs terres à Zubin Potok et à Leposavić. Pristina a également adopté une nouvelle loi sur l'expropriation, légalisant la saisie illicite de terres serbes, et a continué d'établir des bases illégales dans le nord du Kosovo, sur des terres saisies illégalement aux Serbes. La délégation de l'Union européenne à Pristina a déclaré :

« L'établissement de quatre bases du Service de police du Kosovo sur des terrains privés et appartenant à la collectivité, dans certains cas avant d'entamer les procédures d'expropriation, suscite des inquiétudes quant aux droits de propriété dans le nord du Kosovo et doit faire l'objet d'un examen adéquat ».

Enfin, il y a deux jours, l'abbé du monastère de Devina Vode près de Zvečan, le père Fotije, a été déporté en Macédoine du Nord sans aucune explication claire. Il a juste été expulsé. Au cours de cette brève période, après que l'Union européenne a appelé à la désescalade, pas moins de 74 attaques à motivation ethnique ont été perpétrées contre des Serbes.

La crise au Kosovo-Metohija a connu une escalade tragique mais prévisible le 24 septembre, lorsqu'un conflit armé a éclaté entre un groupe de Serbes armés du Kosovo-Metohija et la police et des formations paramilitaires de Pristina dans le village de Banjska et ses environs. Des enquêtes sont en cours pour apporter toutes les réponses

et faire la lumière sur cet événement, y compris la manière dont deux des trois victimes Serbes ont perdu la vie, car il semblerait qu'elles aient été exécutées de sang-froid après s'être rendues. Je tiens à affirmer de manière responsable que Belgrade et les forces et structures de sécurité serbes n'ont rien à voir avec ces faits, et nous sommes prêts à fournir à la communauté internationale toutes les informations et les éléments de preuve dont nous disposons aujourd'hui pour étayer cette affirmation. Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer mes sincères regrets pour les pertes en vies humaines, et j'espère que cela ne se reproduira plus jamais. Les événements survenus à Banjska sont malheureusement la conséquence logique du climat de peur et de terreur que Pristina a décidé d'instaurer, malgré les appels clairs à la désescalade lancés par la communauté internationale, tablant précisément sur le fait que la résistance pacifique du peuple serbe dans le nord du Kosovo-Metohija cèderait le pas à une escalade.

En résumé, nous avons régulièrement exprimé nos inquiétudes quant aux dangers qui pourraient découler du refus de Pristina d'honorer les obligations contractées dans le cadre du dialogue avec Belgrade, facilité par l'Union européenne. La situation actuelle sur le terrain est la conséquence inévitable d'une série de plus d'une dizaine d'actions unilatérales menées par Pristina. Les Serbes déplacés ne peuvent pas retourner au Kosovo-Metohija. Lorsqu'ils essaient, les hommes se font arrêter et les femmes sont menacées et terrorisées, comme Dragica Gašić. Les Serbes qui sont restés vivent en permanence dans la terreur et l'insécurité. Pristina veut qu'ils partent et le manifeste clairement, et 11 % d'entre eux sont déjà partis. Qu'on ne s'y trompe pas : ce à quoi nous assistons est une campagne silencieuse de nettoyage ethnique. La campagne de violences systématiques et généralisées contre les Serbes et la création délibérée de conditions de vie insupportables pour eux se manifestent par le déni progressif mais permanent de leurs droits fondamentaux, des attaques par des membres des formations armées de Pristina, des agressions physiques contre les Serbes et leurs biens, et de fausses mises en accusation.

Tous les accords antérieurs conclus à l'issue du dialogue ont été brutalement violés, portant un coup fatal à l'idée même de négociations, de normalisation et de réconciliation. Ces actes répressifs et à motivation ethnique ont été soigneusement orchestrés pour provoquer des réactions de la part des Serbes dans le nord du Kosovo-Metohija, dans le seul but d'exploiter ultérieurement ces réactions afin de poursuivre et d'intensifier les représailles et la terreur.

Je tiens à présenter, dans les termes les plus simples possibles, l'objectif de la République de Serbie.

Premièrement, nous voulons que tous les accords passés soient mis en œuvre, à savoir le Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations et la création de la communauté de municipalités serbes, conformément aux accords conclus en 2013 et 2015.

Deuxièmement, nous voulons la sécurité pour notre peuple et pour toutes les personnes vivant au Kosovo-Metohija. Alors que le dialogue se poursuit et que nous recherchons un compromis qui garantira la paix et la stabilité à long terme, une réconciliation historique entre Serbes et Albanais et la prospérité, je demande au Conseil d'aider les personnes vivant au Kosovo-Metohija, y compris les Serbes et les non-Albanais, à vivre en paix et à jouir des libertés fondamentales, de la sécurité et de la sûreté, sans intimidation ni persécution constantes.

Troisièmement, nous sommes de fervents défenseurs des principes de l'état de droit international et de ceux consacrés par la Charte des Nations Unies, et nous continuerons d'appeler au plein respect de la résolution 1244 (1999).

Quatrièmement, nous voulons la paix et la stabilité. Ensemble, prenons des mesures pour éviter que la crise ne devienne totalement incontrôlable. Le dialogue est le seul moyen de régler les problèmes du Kosovo-Metohija. À ce stade, l'approche la plus rationnelle serait que la KFOR assume temporairement l'entière responsabilité de la sécurité dans le nord du Kosovo-Metohija, conformément au mandat qui lui a été confié par la résolution 1244 (1999). Nous demandons également que de nouvelles élections locales soient organisées dès que possible dans le nord du Kosovo-Metohija. Je peux seulement dire que Belgrade restera attachée au dialogue malgré toutes les difficultés.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Brnabić de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Osmani-Sadriu.

M^{me} Osmani-Sadriu (*parle en anglais*) : Il y a quelques jours, j'ai eu l'honneur de m'exprimer devant le Conseil de sécurité lors d'une réunion organisée selon la formule Arria, visant à donner la parole à des milliers de rescapés de violences sexuelles commises lors de la dernière guerre au Kosovo. Le fait d'évoquer la douleur de celles et ceux qui ont souffert le plus nous rappelle, encore et encore, les souffrances que les guerres infligent aux plus vulnérables. Mais l'histoire des personnes rescapées du Kosovo est celle de leur résilience et de la façon dont elles ont transformé leur douleur en force et leur calvaire en

contributions positives pour leur société et pour leur pays. Comme je l'ai dit ce jour-là, les victimes de violences sexuelles pendant la guerre au Kosovo ont choisi non seulement de survivre, mais aussi de s'épanouir.

C'est leur histoire et c'est aussi celle du Kosovo, une République libre, indépendante, souveraine, démocratique et prospère. Et il en sera ainsi tant que la Terre tournera autour du soleil.

Je m'adresse au Conseil aujourd'hui en tant que Présidente d'un pays qui a perdu environ 13 000 citoyens en à peine quelques mois de guerre, avec des milliers de personnes victimes de disparitions forcées. Un pays qui affiche le plus grand nombre d'enfants tués par habitant dans une guerre en ex-Yougoslavie, où presque toutes les maisons ont été détruites, où des milliers de personnes ont été torturées en tant que prisonniers politiques et prisonniers de guerre, où des milliers de femmes ont subi des viols utilisés comme autant d'armes de guerre, où environ 80 % des habitants ont été contraints de quitter leurs maisons, et où pratiquement tout a été réduit en cendres. Pourtant, une fois de plus, nous avons choisi de renaître de nos cendres, de reconstruire nos vies et de bâtir un avenir dans lequel tous nos concitoyens, quelle que soit leur origine, pourront vivre dans un pays libéré de la peur, de la discrimination ou de la propagande qui peut attiser la violence, un pays dans lequel les principes de la démocratie, des droits humains et de l'état de droit sont les principaux piliers sur lesquels nous nous appuyons, un pays qui considère ses alliances et ses partenariats comme le fondement de sa réussite.

Nous sommes également un pays qui a tendu la main de la coopération à notre voisin, la Serbie, et nous prenons part à un dialogue qui nous permettrait de régler pacifiquement tous les différends qui subsistent. Nous avons décidé de le faire alors même que la Serbie n'a jamais demandé pardon, n'a jamais montré le moindre signe de repentir pour les crimes commis par le régime de Milošević et n'a jamais accepté une réalité qui s'est déroulée sous les yeux du monde entier. Au lieu de cela, elle reste dans le déni et fait tout son possible pour renvoyer notre région dans les années 90. Je suis ici pour dire que nous ne laisserons pas cela se produire. Je suis ici pour réaffirmer la détermination de la population du Kosovo à aller de l'avant, et non à reculer. Je suis ici pour réaffirmer l'engagement de toutes les institutions du Kosovo à éviter ce retour en arrière, qui mettrait en péril les libertés que nous avons si durement acquises avec tant des membres ici présents – avec les démocraties du monde entier –, car la République souveraine et libre du Kosovo est l'une des plus grandes réussites de l'histoire de l'humanité et un témoignage de ce que les démocraties

peuvent accomplir lorsqu'elles se dressent ensemble contre les autocraties et les régimes génocidaires. Et cet exemple exceptionnel d'unité face à l'adversité est aussi important aujourd'hui qu'il l'était dans les années 90. C'est pourquoi je pense que cette séance n'est pas simplement une énième séance du Conseil de sécurité sur le Kosovo.

Le 24 septembre, la population du Kosovo s'est réveillée en apprenant qu'un sergent de police avait été tué et un autre blessé au petit matin. Ce jour-là, la République du Kosovo a été la cible d'un acte d'agression commis par la Serbie par l'intermédiaire de groupes terroristes et paramilitaires. Aujourd'hui, je souhaite prendre un moment pour honorer la mémoire d'Afrim Bunjaku, devenu un héros du Kosovo, que nous avons perdu alors qu'il défendait l'intégrité territoriale et la souveraineté de notre république. Des héros comme Afrim Bunjaku nous rappellent chaque jour combien la liberté est précieuse et combien nous devons la défendre avec vigilance. Qu'il repose en paix et que sa mémoire nous rappelle à tous et à toutes qu'il est impératif de se dresser contre les forces autoritaires et malveillantes, non seulement dans les Balkans occidentaux mais dans le monde entier.

Si tout a changé depuis le 24 septembre, il y a aussi beaucoup de choses qui demeurent immuables. D'une part, l'engagement du Kosovo à protéger notre souveraineté, à promouvoir et à faire progresser l'état de droit et la démocratie et à favoriser des relations de bon voisinage reste inébranlable. D'autre part, la détermination de la Serbie à déstabiliser la région, à occuper des terres et à reproduire les stratégies de Milošević et de Poutine est à son paroxysme. Ce jour-là, la Serbie s'attendait à voir aboutir son projet d'annexion du nord du Kosovo, à la manière de la Crimée. Ce qui a pris la Serbie par surprise, c'est la détermination inébranlable et la réaction professionnelle du Service de police du Kosovo.

Au cours de l'attaque et depuis lors, les institutions du Kosovo ont assuré et assurent une coordination étroite avec la présence internationale de sécurité dans le pays. Comme cela a toujours été le cas, le Kosovo continuera d'œuvrer en étroite collaboration avec ses alliés et ses partenaires pour contrer de tels actes et empêcher qu'ils se reproduisent à l'avenir. Mais les propos que nous avons entendus aujourd'hui de la part de la Serbie s'inscrivent dans le prolongement de ses efforts récurrents pour minimiser l'ampleur de cette menace sans précédent pour la sécurité du Kosovo et de cet acte d'agression contre lui. Elle cherche à déformer toute la vérité que le monde a vue de ses yeux. Elle tente de faire passer l'agresseur pour la victime de l'agression. Or, les faits sont irréfutables et

les preuves démontrent le contraire. Le financement, l'entraînement et l'armement de ces groupes terroristes et de ces forces paramilitaires, ainsi que l'appui politique et le refuge dont ils bénéficient, émanent d'une seule et même source : la République de Serbie.

J'en viens au premier élément. Les deux organisations terroristes connues sous le nom de Civilna Zaštita et Severna Brigada perçoivent un financement constant de la part des institutions de l'État serbe. En réalité, elles ne s'en cachent même pas. Elles sont désignées pour fonctionner en tant que structures parallèles, bien qu'illégales et criminelles, dans la République du Kosovo, et se voient ensuite octroyer des paiements mensuels. Avant l'acte terroriste de septembre, ces groupes s'employaient à terroriser, à intimider et à menacer les Serbes du Kosovo vivant au Kosovo et à s'en prendre aux soldats de l'OTAN. Je le répète : ils sont payés et financés par la Serbie pour ne s'attaquer à nul autre que les Serbes du Kosovo.

J'en viens maintenant au deuxième élément, à savoir la formation de ces organisations terroristes. Comme le révèle l'enquête, ces groupes terroristes reçoivent en permanence des entraînements de type militaire dans les bases militaires de Serbie, notamment à Pasuljanske Livade et à Rashka. Des preuves vidéo en attestent, et les institutions de l'État serbe, en particulier les institutions de défense, admettent même avec fierté former ces organisations terroristes.

En ce qui concerne le troisième élément, à savoir l'armement, la quantité d'armes que nous avons saisies aux terroristes rien que ce jour-là aurait pu équiper jusqu'à 400 personnes. Il s'agissait pour la plupart d'armes de qualité militaire qui ne sont fabriquées que par l'industrie militaire d'État de la Serbie. Nombre d'entre elles ont été produites en 2022, et certaines à peine six semaines avant l'attaque. Les armes et les véhicules blindés ont été introduits par des voies illégales et certaines armes ont été acheminées au moyen de véhicules arborant de faux sigles de l'OTAN, que les terroristes ont apposés sur leurs véhicules blindés, chargés d'armes et d'uniformes de petits hommes verts. Cela semble familier, n'est-ce pas ?

Enfin, le quatrième élément, et peut-être le plus important, est l'appui politique et le refuge dont bénéficient les terroristes en Serbie. Radoičić, le chef du groupe terroriste, qui a ouvertement admis être aux commandes de cette attaque, est l'un des plus proches collaborateurs et partenaires du Président serbe. Il participe même à des réunions du Conseil national de sécurité serbe, aux côtés du Président serbe, et il se balade toujours en liberté en Serbie, bien qu'il ait admis avoir mené l'attaque. En outre,

la Serbie a pris soin de décréter une journée de deuil en hommage aux terroristes qui ont tué un policier alors que celui-ci défendait notre pays contre une agression. N'oublions pas non plus la propagande massive et les allusions incessantes qui ont été propagées dans les rues, lors de matches de football, au cours d'entretiens et dans toute la Serbie avant l'acte d'agression du 24 septembre. La phrase tristement célèbre « Quand l'armée reviendra au Kosovo » est apparue sous forme de graffitis dans toute la Serbie et jusqu'en Russie.

À la lumière de ces éléments, nous devons clarifier une chose : il ne s'agit pas d'une simple querelle entre deux pays ou d'un échange d'accusations réciproques. Les événements du 24 septembre n'étaient pas qu'une simple attaque contre le Kosovo. Ils visaient à déstabiliser l'ensemble des Balkans occidentaux. Cette attaque visait la démocratie et la liberté, ainsi que la paix et la stabilité que le Conseil de sécurité a contribué à instaurer. C'est pourquoi nous devons faire front commun. La communauté internationale s'est exprimée d'une seule voix pour condamner sans équivoque cet acte terroriste contre le Kosovo. La quantité et les types d'armes saisies représentaient une menace importante pour la sécurité non seulement des citoyens du Kosovo, mais aussi du personnel international, y compris les forces de l'OTAN.

Les États-Unis, le Royaume-Uni, les États membres de l'Union européenne et d'autres pays ont demandé que toutes les personnes impliquées dans la planification et l'exécution de l'attaque répondent de leurs actes, et ils ont déclaré que la Serbie devait coopérer pleinement. Tout en condamnant l'acte de ces groupes paramilitaires et terroristes, la communauté internationale a largement salué le grand professionnalisme avec lequel le Service de police du Kosovo a réagi, en parfaite coordination avec les forces de l'OTAN et la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo. Aujourd'hui, le Service de police du Kosovo incarne fièrement le professionnalisme et la diversité dans le paysage des forces de l'ordre de la région et au-delà. Il est l'exemple même d'une réussite éclatante qui s'est dessinée au cours des deux décennies d'existence de notre république libre. Ce résultat remarquable témoigne de l'engagement indéfectible de nos institutions en faveur de l'application de la loi, mais aussi du partenariat visionnaire de nos alliés internationaux qui nous soutiennent à cet égard. Que ce soit dans le sud ou le nord, dans l'est ou l'ouest, la police a pour seule et inébranlable mission d'instaurer la confiance, la sûreté et la sécurité dans les quartiers et les communautés de l'ensemble du pays.

Alors que Vučić cherche à dissimuler ses véritables intentions, ses actes trahissent ses motivations sous-jacentes. Il veut plus de territoires. C'est aussi simple que cela. Cependant, c'est également beaucoup plus inquiétant. Et à tous ceux et toutes celles qui n'en reviennent pas que quelqu'un puisse faire une chose pareille et recourir en 2023 aux tactiques des années 90, je réponds que rationalité et autocrates ne vont jamais de pair. La rationalité n'a aucune chance face aux mauvaises intentions, aux appétits expansionnistes et aux ambitions impérialistes.

Il est profondément regrettable que la Serbie considère la violence comme une solution à tout. Rien qu'au cours des derniers mois, la Serbie, par l'intermédiaire de ses bandes organisées illégales, a enlevé trois fonctionnaires de police du Kosovo sur le territoire du Kosovo, attaqué d'innombrables journalistes et 93 soldats de la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR). Et, comme l'a confirmé le Conseil national de sécurité de la Maison Blanche, nous avons constaté « un important déploiement militaire serbe le long de la frontière avec le Kosovo ». Affirmant qu'il s'agit d'une évolution déstabilisante, il confirme dans sa déclaration « la mise en place sans précédent d'unités serbes avancées d'artillerie, de chars et d'unités d'infanterie mécanisée. » La Serbie n'a retiré une partie de ses troupes de la frontière qu'après que les États-Unis ont averti qu'elle pourrait faire l'objet de mesures punitives. Néanmoins, d'importantes forces militaires restent basées en permanence dans la région, 48 bases opérationnelles avancées de la Serbie étant situées à la frontière avec le Kosovo.

Pour mieux comprendre la situation, il faut aussi mieux comprendre qui orchestre tout ça. Les dirigeants autocratiques sont bien souvent passés maîtres dans l'art de se faire passer pour des chantres de la paix, alors même qu'ils confortent leur pouvoir derrière une façade. Leur discours et leur propagande compliquent la tâche de ceux qui veulent percer à jour la véritable nature ou les intentions de ces dirigeants.

Le Gouvernement serbe affirme avec cynisme que les événements du 24 septembre sont une réaction juste des Serbes locaux contre ce qu'il appelle « la pression et la terreur ». Je tiens à le dire clairement : ce qui se passe n'est pas le résultat de la pression et de la terreur exercées sur les Serbes du Kosovo, mais plutôt le symptôme évident du penchant traditionnel et féroce de la Serbie pour plus d'instabilité – son envie féroce notoire d'acquiescer davantage de territoires.

J'invite tous les membres du Conseil à se rendre au Kosovo pour constater par eux-mêmes les progrès réalisés dans mon pays. Nous avons beaucoup progressé dans la

mise en place de l'un des cadres constitutionnels et juridiques les plus aboutis au monde, qui assure la protection sans faille des droits des communautés minoritaires.

Dans une situation, il me semble, sans pareille dans la grande majorité des pays du monde, la minorité ethnique serbe du Kosovo, qui représente approximativement 3 à 4 % de notre population, a un droit de veto sur les amendements à la Constitution et sur toute loi jugée d'intérêt vital. Elle peut ainsi faire entendre sa voix concernant les décisions législatives essentielles relatives à l'éducation, à la religion, aux droits des communautés, aux réformes des élections locales, aux municipalités, à l'utilisation de la langue et des symboles et à d'autres décisions. En d'autres termes, même si plus de 90 % des membres du Parlement votent pour une loi, rien ne peut être adopté sans l'accord de cette minorité.

Parce qu'elle accorde le plus haut degré de décentralisation et de vastes pouvoirs de décision aux municipalités au niveau local, la loi du Kosovo sur l'autonomie locale garantit des droits spéciaux aux communautés minoritaires par le renforcement des pouvoirs municipaux dans un grand nombre de domaines.

Tout cela atteste de la volonté du Kosovo de créer une société inclusive et plurielle qui protège et garantit les droits de tous ses citoyens, y compris des minorités. Je ne cesse de le répéter et je continuerai de le répéter à chaque Serbe vivant au Kosovo :

« Le Kosovo est votre foyer tout autant que le mien. Je veux travailler avec chacun d'entre vous pour qu'il devienne votre foyer de prospérité et d'épanouissement, dont vous contribuez à faire un endroit meilleur pour tous. »

La Constitution et la législation en vigueur protègent fermement les droits de la communauté serbe du Kosovo à utiliser sa langue à tous les échelons, aussi bien national que local. La langue serbe a le statut de langue officielle sur l'ensemble du territoire du Kosovo, et l'éducation, ainsi que d'autres services, sont également garantis dans leur langue.

Reconnaissant l'importance profonde du patrimoine culturel, notre Constitution garantit à l'Église orthodoxe une protection spéciale dans notre pays, encore confortée par la loi sur les zones spécialement protégées, et des évaluations indépendantes et professionnelles confirment que les églises orthodoxes du Kosovo sont hautement sécurisées.

Pourtant, alors que je parle de droits accrus et élargis pour les Serbes du Kosovo et pour toutes les minorités du Kosovo, le nettoyage ethnique par des moyens administratifs, comme le qualifie le Comité Helsinki pour les

droits de l'homme, est en cours en Serbie, plus précisément dans la vallée de Preševo. Par la « passivisation » des adresses résidentielles, le Gouvernement serbe efface les Albanais du registre civil de la Serbie, sans laisser de trace, c'est-à-dire sans produire de notifications ou de documents écrits, et les prive ainsi de tous leurs droits fondamentaux. Ces violations des droits, également confirmées par les rapports du Département d'État des États-Unis et certaines des dernières résolutions du Parlement européen, sont encore exacerbées par les discours de haine et le langage discriminatoire qui sont couramment utilisés par les médias et la classe politique en Serbie.

La justice est la clef de voûte de toutes nos actions. L'état de droit est le socle de notre gouvernance. Il est honteux, mais aussi inacceptable, que la Serbie s'efforce de faire passer nos efforts pour garantir l'état de droit comme des actes contre les Serbes du Kosovo. Nous rejetons fermement cette stratégie qui consiste à jouer la carte de la criminalité interethnique pour miner notre quête de justice. Nous nous tenons prêts et fermement déterminés à combattre la criminalité et les organisations criminelles avec une volonté inébranlable qui transcende les appartenances ethniques, les religions et toute autre considération. Un criminel est un criminel, quelle que soit sa nationalité.

Dans notre quête inlassable de justice, nous défendons fermement et respectons infailliblement les normes les plus élevées en matière de droits humains. Nous n'accepterons jamais rien qui soit contraire à cela. En tant que Présidente, j'élève la voix à chaque fois que ces normes ne sont pas respectées. En outre, la présence de la communauté internationale dans tous ces processus, en tant qu'observateur, est devenue une pratique courante.

Mais pour mettre les choses en perspective et parler des cas réels d'infractions classifiées comme de la criminalité interethnique, je suis très fière de dire que depuis 2008, l'année de notre indépendance, quand nous recensons au total 63 infractions de ce genre, nous avons observé une tendance constante à la baisse au fil des ans. Depuis le début de 2023, on dénombre 19 infractions de nature interethnique, dont près de 70 % sont des chants, des injures et des graffitis. Nous sommes déterminés à ramener ce chiffre à zéro.

Je veux être claire : au Kosovo, nous avons un objectif partagé, qui nous unit dans une cause commune pour protéger et renforcer notre avenir collectif. À l'avenir, nous voulons continuer à jeter des ponts et à progresser ensemble vers un avenir meilleur, où nos aspirations sont réalisées et où le bien-être de tous nos citoyens et de toutes nos communautés est également garanti.

Alors que nous nous efforçons de promouvoir les droits de chaque communauté et, en l'occurrence, de la communauté minoritaire serbe, je confirme que nous sommes disposés à faire encore davantage pour les Serbes du Kosovo, mais nous ne donnerons pas à la Serbie des instruments lui permettant de détruire la vie des Serbes qui vivent au Kosovo et d'essayer de ronger sans cesse notre souveraineté et notre intégrité territoriale.

Le Kosovo, autrefois un symbole de souffrance en raison de la guerre génocidaire menée par Milošević, est aujourd'hui un exemple éclatant de démocratie dans les Balkans occidentaux et au-delà. Son cheminement remarquable a été reconnu dans des publications et des rapports internationaux, qui soulignent les progrès spectaculaires réalisés par le pays.

Avec une société civile dynamique, une économie florissante et une population résiliente, le Kosovo témoigne de la puissance transformatrice de la détermination et de la poursuite des idéaux démocratiques. C'est une histoire de résilience et d'espoir qui prouve que, même dans les circonstances les plus difficiles, les idéaux de la démocratie peuvent jaillir et rayonner.

Les publications et les rapports internationaux n'ont eu de cesse de souligner les remarquables progrès démocratiques du Kosovo. Notre attachement aux droits humains, à l'état de droit et à la bonne gouvernance nous a valu des éloges amplement mérités, puisque de nombreux observateurs, tels que Transparency International, le World Justice Project, la Freedom House, le Classement mondial de la liberté de la presse et le V-Dem Institute, qualifient le Kosovo de modèle pour les autres pays de la région. Le Kosovo se distingue aujourd'hui par les progrès remarquables qu'il a accomplis dans la lutte contre la corruption et en faveur de l'état de droit, de la liberté des médias, de la liberté politique et des droits civils, ainsi que des élections démocratiques. Il est évident que ces organisations internationales présentent la vérité et non la propagande que nous avons entendue aujourd'hui de la part de la Serbie.

En tant que plus jeune démocratie des Balkans occidentaux, le Kosovo s'est engagé sur la voie de l'édification de l'État avec un dévouement sans égal à la promotion d'une démocratie inclusive, transparente et participative. L'efficacité des efforts qu'il déploie pour bâtir des fondements démocratiques solides est une source d'inspiration pour toute la région et un symbole de ce qui peut être réalisé lorsque la quête de démocratie occupe une place centrale. Face à tous les défis, la détermination de notre peuple reste inébranlable. Nous comprenons et chérissons

profondément l'importance de notre démocratie et de notre indépendance, et nous sommes extrêmement fiers de notre parcours d'édification de l'État – un parcours marqué par une détermination et un esprit de sacrifice inébranlables.

La Serbie prétend constamment qu'elle a le pouvoir d'interpréter le droit international. Nous savons tous que ce n'est pas le cas. Le dernier mot en la matière appartient à la Cour internationale de Justice, qui a établi sans équivoque que la déclaration d'indépendance du Kosovo n'avait violé aucune règle applicable du droit international. J'ajoute que l'avis rendu par la Cour a été demandé par la Serbie elle-même, qui non seulement continue de le nier, mais le viole également par ses actes d'agression constants.

Étant donné que la présente séance se tient sous la présidence brésilienne du Conseil de sécurité, je souhaite rendre hommage à la mémoire et à l'héritage de l'un des plus éminents esprits du droit public international et du droit international des droits de l'homme, ancien juge de la Cour internationale de Justice, le regretté juge Cançado Trindade, du Brésil. Dans son opinion individuelle à l'appui de l'avis consultatif de la Cour sur la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo*, il a déclaré :

« Aucun État ne peut invoquer l'intégrité territoriale pour commettre des atrocités [...] ni les perpétrer au nom de la souveraineté de l'État, pas plus qu'il ne peut commettre des atrocités et invoquer ensuite le principe d'intégrité territoriale, sans tenir compte de l'avis et de la rancœur inéluctable des « peuples » [...] victimes de ses actes. Ce qui s'est passé au Kosovo, c'est que le « peuple » [...] victime d'une terreur et d'une oppression systématiques et durables, perpétrées en violation flagrante du principe fondamental de l'égalité et de la non-discrimination [...] a en réaction cherché à obtenir l'indépendance. La leçon est claire : aucun État ne peut utiliser le territoire pour détruire la population. De telles atrocités représentent une inversion absurde des fins de l'État. L'État a été créé et existe pour les êtres humains, et non l'inverse. » (*A/64/881/Add.1, opinion individuelle de M. le juge A. A. Cançado Trindade, paragraphe 176*)

Il termine son opinion dans les termes suivants :

« Les États qui se sont transformés en mécanismes d'oppression et de destruction ont cessé d'être des États aux yeux de la population victime de leurs actes. Rejetées dans le non-droit, ces

victimes ont cherché refuge ailleurs, dans le *jus gentium*, le droit des gens et, à notre époque, dans le *droit des Nations Unies*. Je nourris l'espoir que le présent avis consultatif de la Cour internationale de Justice marquera le chapitre final d'un long épisode de plus dans la saga d'une humanité cherchant à s'émanciper de la tyrannie et de l'oppression systématique. » (*ibid.*, par. 240)

Nous nourrissions le même espoir que le juge Cançado Trindade. Malheureusement, tant que des dictateurs chercheront à étendre leur territoire au lieu de s'occuper de leur population, nous resterons confrontés aux problèmes découlant de la tyrannie.

Face à ces problèmes, nous ne devons jamais tomber dans le piège de la fausse équivalence entre les parties. Nous observons une tendance à appliquer ce principe au moment d'aborder des questions complexes. Cette approche vise à donner une impression d'équilibre et d'impartialité en accordant le même poids à des perspectives opposées. Mais elle risque aussi, le plus souvent, de conduire à une idée fausse qui compromet l'essence même de la démocratie.

Lorsque nous n'appelons pas sans équivoque le mal par son vrai nom, nous risquons de créer une équivalence morale entre le bien et le mal et entre la vertu et le vice. Cette approche occulte les valeurs et les principes fondamentaux sur lesquels reposent les démocraties, à savoir la justice, les droits humains et l'état de droit. Ce faisant, elle ouvre la porte à la manipulation et à la tromperie des régimes autoritaires, qui exploitent la réticence à adopter une position résolue et fondée sur des principes contre leurs agissements. Nous l'avons constaté dans notre partie du monde, et nous l'observons en Ukraine. Les régimes autoritaires exploitent les zones d'ombre créées par cette fausse équivalence et s'en servent pour semer la confusion et affaiblir les institutions démocratiques.

Face aux liens de plus en plus étroits entre les autocrates du monde, les démocraties doivent défendre fermement leurs principes et leurs valeurs, car il s'agit là du seul moyen de préserver leur résilience et de protéger les libertés démocratiques. Face à ce type d'action hybride qui se manifeste par l'agression de la Serbie, nous demandons à nos partenaires internationaux de faire preuve de clarté stratégique et de prendre des mesures déterminées pour empêcher que les actes d'agression de la Serbie ne se reproduisent.

Notre appel retentissant en faveur de la paix et de la sécurité relève d'un plaidoyer clair et inflexible : le Kosovo a besoin de garanties de sécurité solides dans le cadre du dispositif de sécurité euro-atlantique. À mesure que nous

avançons, nous devons faire en sorte que la Serbie cesse de soutenir les activités terroristes contre le Kosovo, en l'exhortant à coopérer dans le cadre de l'enquête sur le récent attentat terroriste et à nous livrer les terroristes impliqués. En outre, nous devons renforcer la sécurité le long de la frontière entre le Kosovo et la Serbie et adopter des mesures claires contre les dirigeants serbes à titre dissuasif.

Un message résolu à ce stade mettrait en exergue la volonté de préserver la paix et la sécurité dans toute la région, mais aussi sur l'ensemble du continent européen. Plus important encore, cela montrerait que le monde démocratique ne reste pas inactif face aux régimes autoritaires et hégémoniques. Comme l'a récemment déclaré le Président Biden, l'histoire nous a enseigné que, lorsque les terroristes ne paient pas le prix de leurs actes et lorsque les dictateurs ne paient pas le prix de leur agression, le chaos s'aggrave, le nombre de morts augmente et les effets destructeurs s'accroissent. Ils continuent, et le coût et les menaces qui en découlent pour le reste du monde ne cessent de croître.

Nous ne devons pas laisser la propagande l'emporter. Nous devons nous battre pour la vérité. Il n'y a qu'une seule vérité qui puisse être prouvée : le Kosovo est victime d'un acte d'agression de la part de la Serbie ; la Serbie terrorise les Serbes qui vivent au Kosovo afin d'empêcher leur intégration au sein des institutions et de la société kosovares ; la Serbie veut le territoire du Kosovo, qu'elle n'obtiendra jamais ; le Kosovo est la partie constructive dans ce dialogue, et son bilan montre qu'il a mis en œuvre la grande majorité de ses engagements, alors que la liste des engagements non respectés par la Serbie est si longue qu'il nous faudrait des heures pour la parcourir ; nous voulons appliquer pleinement et promptement l'Accord de Bruxelles du 27 février dans son intégralité, d'une manière juste et équilibrée, mais alors que nous étions déterminés à mener des pourparlers pacifiques avec la Serbie, celle-ci a eu recours à la force ; nous aspirons à la justice et à l'établissement des responsabilités, alors que la Serbie veut le déni et l'impunité ; et nous voulons la paix, mais hélas, la Serbie a montré le 24 septembre qu'elle voulait la guerre. Cela dit, nous ne l'exaucerons pas.

Comme nous le savons tous, la démocratie et la liberté l'emportent toujours. En effet, rien ne peut s'opposer à une nation éprise de liberté. Peu importe les obstacles, la sinuosité du parcours ou la difficulté du sacrifice à consentir, le peuple du Kosovo ne renoncera jamais, jamais, à sa liberté.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Osmani-Sadriu de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration.

M. Hauri (Suisse) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour son intervention. La présence de la Première Ministre Brnabić et de la Présidente Osmani-Sadriu parmi nous aujourd'hui témoigne de l'importance de cette séance.

Les relations étroites entre la région des Balkans occidentaux et la Suisse puisent leur force à la fois dans une histoire commune de plus de 30 ans et dans un présent marqué par des liens personnels forts. En conséquence, nous nous engageons d'autant plus pour une région stable et prospère et nous soutenons la perspective européenne du Kosovo et de la Serbie.

La voie vers une relation normalisée et prospère entre le Kosovo et la Serbie se dessine en trois étapes : la désescalade, une solution politique et l'instauration de la confiance, y inclus le traitement du passé.

La désescalade est urgente. Depuis notre dernière séance il y a six mois (voir S/PV.9312), l'incertitude et les tensions entre le Kosovo et la Serbie n'ont cessé de croître. À la fin du mois de mai, plus de 90 soldats de la Force de paix au Kosovo (KFOR) ont été blessés au cours de manifestations. Un nouveau degré de violence a été atteint avec l'attaque du 24 septembre, qui a coûté la vie à un policier kosovar et fait de nouveau plusieurs blessés. La Suisse condamne ces actes de violence et appelle la Serbie et le Kosovo à revenir au calme. Tous les acteurs doivent s'abstenir de l'usage et de la promotion de la violence, ainsi que d'actions unilatérales et provocatrices, telles que le déploiement de troupes à proximité de la frontière. Il faut remplacer la rhétorique incendiaire par un comportement constructif, afin de mettre en œuvre les solutions politiques. Les dirigeants doivent montrer l'exemple. Ils et elles sont responsables de leurs actions et du langage qu'ils et elles utilisent. De plus, nous appelons tous les acteurs à coopérer pleinement avec l'enquête sur l'attaque du 24 septembre pour que ses auteurs soient traduits en justice. Nous nous félicitons de l'étroite coopération entre la police kosovare, en tant que premier intervenant, ainsi que la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo et la KFOR. Nous réitérons notre soutien à la KFOR en tant que l'un des principaux garants de la sécurité.

La Suisse appelle les parties à s'investir pleinement dans le dialogue facilité par l'Union européenne et à mettre en œuvre leurs engagements pris dans le cadre du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie. Cet accord représente

la voie à suivre pour surmonter les différences et établir des relations plus apaisées. En appui au processus de normalisation mené par l'Union européenne, la Suisse offre un cadre informel dans lequel des représentants de haut niveau des partis politiques des deux pays peuvent discuter des mesures concrètes en vue d'une normalisation. Nous saluons désormais les discussions importantes qui ont eu lieu ce week-end et espérons qu'elles déboucheront sur des progrès concrets. D'ailleurs, nous rappelons que la participation des femmes et l'intégration de la perspective de genre doivent être garanties tout au long du processus. L'instauration d'un climat de confiance, tant entre les parties au dialogue qu'entre les communautés au Kosovo, est cruciale. Un pas important sur cette voie est le traitement du passé, qui doit bénéficier à toutes les communautés, y compris les plus marginalisées telles que les Roms. Nous saluons la déclaration de mai sur les personnes disparues et soutenons activement la recherche et l'identification de ces personnes. Nous saluons également les efforts pour que les personnes ayant subi des violences sexuelles liées au conflit puissent vivre leur vie dignement et nous continuons à soutenir ces efforts.

Afin de parvenir à une stabilité durable, il faut répondre aux préoccupations de tous les habitantes et habitants du Kosovo. La Suisse remercie la MINUK pour le travail accompli et reste prête à discuter de manière constructive d'un éventuel examen stratégique de la MINUK. En s'appuyant sur nos relations étroites, la Suisse continue à soutenir le Kosovo dans ses efforts pour renforcer l'état de droit et le respect des droits humains, en tenant compte des intérêts de toutes les communautés. L'avenir des Balkans occidentaux réside dans des sociétés pacifiques, multiethniques et prospères. Nous resterons engagés dans cette voie.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je salue la présence à la séance d'aujourd'hui de S. E. M^{me} Ana Brnabić, Première Ministre de la Serbie, et sa déclaration sur la position de la Serbie. J'ai également écouté avec attention l'exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Ziadeh, ainsi que les observations de M^{me} Osmani-Sadriu.

La position de la Chine sur la question du Kosovo est cohérente et claire. Nous soutenons les parties concernées dans la recherche d'une solution mutuellement acceptable, par le dialogue et la concertation, dans le cadre de la résolution 1244 (1999). La souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Serbie doivent être pleinement respectées tout au long de ce processus, et il ne doit pas y avoir deux poids, deux mesures sur cette question importante. S'agissant de l'exposé que nous venons d'entendre, j'insisterai sur quatre points.

Premièrement, depuis quelque temps, la situation dans le nord du Kosovo demeure instable, et donne lieu à un nombre élevé d'atteintes violentes à la sécurité, ce qui est extrêmement préoccupant. Nous nous opposons aux mesures unilatérales prises par les autorités du Kosovo, qui ont accru les tensions et aggravé les affrontements, et nous les appelons à revenir sur la bonne voie, celle du dialogue et de la concertation. La Force de paix au Kosovo de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord doit respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kosovo et agir d'une manière réellement propice à la paix et à la stabilité régionales.

Deuxièmement, l'unité et la confiance mutuelle entre les communautés du Kosovo ont toujours été fragiles. Les institutions municipales dépourvues de représentation serbe ne favorisent pas une coexistence harmonieuse des différents groupes ethniques. Elles ne permettent ni de satisfaire les intérêts essentiels ni de répondre aux besoins de développement de la population locale. Nous exhortons les autorités du Kosovo à prendre des mesures concrètes pour apaiser les tensions ethniques, et respecter et garantir effectivement les droits légitimes de toutes les communautés.

Troisièmement, depuis le début de l'année, la Serbie et le Kosovo ont tenu quelques réunions de haut niveau, facilitées par l'Union européenne, pour discuter du règlement politique de la question du Kosovo. Il nous tarde d'avoir les résultats de ces réunions et de ces discussions. De plus, la Chine se félicite des efforts de médiation de l'Union européenne à cet égard. La création de la communauté de municipalités serbes est un élément important du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations. Les autorités du Kosovo doivent effectivement respecter leurs engagements en s'acquittant de leurs obligations au plus tôt et en prenant des mesures concrètes pour lever les obstacles au processus de dialogue entre les deux parties.

Quatrièmement, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) joue un rôle important dans la stabilisation de la situation au Kosovo et la promotion de la réconciliation nationale. L'ONU et le Conseil de sécurité doivent rester saisis de la question et continuer d'y contribuer, veiller à ce que la MINUK s'acquitte pleinement de son mandat et aider la Représentante spéciale Ziadeh à accomplir sa tâche. Les autorités du Kosovo doivent faire en sorte que le personnel et les locaux de la MINUK soient effectivement respectés, garantir leur sécurité et faciliter le bon fonctionnement de la Mission.

Il y a plus de 20 ans, le Kosovo a connu une guerre tragique, tandis qu'il y a plus de 100 ans, les événements survenus dans les Balkans changeaient le cours de l'histoire. Nous ne devons jamais permettre que de telles tragédies se répètent. Le monde est déjà en proie au chaos, et le Kosovo ne doit pas y contribuer. La communauté internationale doit œuvrer de concert pour maintenir la sécurité et la stabilité au Kosovo, et la paix et la sécurité dans les Balkans, promouvoir une coexistence pacifique entre les deux communautés, renforcer le dialogue et la coopération entre elles et contribuer à un règlement politique des questions pertinentes. La Chine est prête à collaborer avec toutes les parties concernées pour continuer de déployer des efforts et d'apporter sa contribution à cette fin.

M. Pérez Loose (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je salue la présence de S. E. M^{me} Ana Brnabić, Première Ministre de la Serbie, et remercie la Représentante spéciale Caroline Ziadeh de son exposé. Nous avons pris note de la déclaration de M^{me} Vjosa Osmani-Sadriu.

Le dernier rapport du Secrétaire général (S/2023/735) n'est pas encourageant, puisque les six derniers mois ont été marqués par diverses manifestations de discordance entre Belgrade et Pristina et par de nombreuses atteintes à la sécurité, qui ont eu une incidence négative sur le processus de dialogue et nuï aux conditions de sécurité sur le terrain. Nous condamnons les violences commises en mai et en septembre, au cours desquelles des civils et des membres de la Force de paix au Kosovo de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ont été blessés. L'Équateur exhorte toutes les parties à faire preuve d'un sens des responsabilités maximal par rapport à leurs actes et à s'abstenir de tout acte ou discours susceptible d'accroître les tensions ou d'attiser le conflit.

En avril dernier, alors que le Conseil examinait cette question (voir S/PV.9312), les progrès qui ont abouti au Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina et à son annexe de mise en œuvre suscitaient des éloges. Il est donc regrettable d'apprendre que, malgré les efforts déployés dans le cadre de la réunion de haut niveau organisée par le Haut Représentant de l'Union européenne en septembre, les parties ne sont pas parvenues à un consensus sur les modalités de mise en œuvre de cet accord ou sur la désescalade des tensions dans le nord de la région. Comme l'a souligné le Secrétaire général, pour parvenir à des accords viables et durables, les deux parties doivent maintenir un processus ouvert, transparent et inclusif englobant les divers besoins et attentes de toutes les parties prenantes concernées, notamment les femmes, les jeunes et les acteurs de la société civile.

Les peuples esclaves de leur passé ne seront jamais maîtres de leur avenir. Il est donc souhaitable que les parties s'engagent dans le dialogue facilité par l'Union européenne, afin de trouver une solution durable à la situation dans le nord de cette région et d'ouvrir la voie à la mise en œuvre de l'Accord et de ses annexes. Il s'agit notamment de faire avancer les travaux de mise en place d'une Association/Communauté des municipalités à majorité serbe comme le prévoit le Premier Accord de Bruxelles sur les principes gouvernant la normalisation des relations, conclu il y a plus de 10 ans. Nous appelons également à l'adoption de toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la Déclaration sur les personnes disparues. Il est primordial de faire la lumière sur le sort de ces personnes, ce qui contribuerait au processus de réconciliation et au renforcement des mesures de confiance.

L'Équateur réaffirme son appui à la recherche d'une solution, conformément aux dispositions de la résolution 1244 (1999). Nous saluons l'action résolue de la Représentante spéciale Ziadeh et du personnel de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo en faveur du dialogue et du maintien de la stabilité dans la région, en coordination avec les partenaires internationaux. Nous les encourageons à continuer à promouvoir des initiatives à même de renforcer la confiance et la coopération.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Ziadeh de son exposé. Je souhaite la bienvenue à la présente séance à la Présidente Osmani-Sadriu et à la Première Ministre Brnabić.

Je tiens tout d'abord à réaffirmer l'engagement des États-Unis à maintenir la stabilité dans les Balkans occidentaux. Mon gouvernement condamne fermement les violences perpétrées par des assaillants armés le 24 septembre dans le nord du Kosovo, qui ont entraîné la mort d'un membre du Service de police du Kosovo. L'attentat du 24 septembre a mis en lumière les menaces directes qui pèsent sur la sécurité des citoyens du Kosovo et mis en danger le personnel de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de l'Union européenne. Les auteurs de cet attentat doivent répondre pleinement de leurs actes, conformément à l'état de droit. Les personnes qui ont fui vers des pays tiers doivent être extradées ou poursuivies en justice, selon le cas.

Les États-Unis travaillent en étroite collaboration avec leurs partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN pour contribuer à maintenir le calme dans le nord du Kosovo et dissuader les deux parties de prendre des

mesures d'escalade. Nous mettons en garde les deux parties contre toute action non coordonnée ou susceptible d'aggraver la situation et les exhortons à reprendre immédiatement le dialogue facilité par l'Union européenne, en étant disposées à prendre des mesures concrètes pour aller de l'avant. Il importe que les parties progressent dans la mise en œuvre de tous les engagements pris dans le cadre du dialogue.

Les États-Unis continuent de soutenir le dialogue facilité par l'Union européenne, qui constitue le meilleur moyen de régler les différends entre le Kosovo et la Serbie. Nous continuerons à apporter un appui ferme au travail de nos partenaires européens à cet égard. Nous nous félicitons également de l'augmentation des effectifs et de la visibilité accrue de la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) de l'OTAN dans le nord du pays. Cette présence doit être maintenue aussi longtemps que nécessaire.

Nous félicitons le Service de police du Kosovo de sa réaction à l'attentat du 24 septembre et de son étroite coordination avec la KFOR et la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) tant pendant l'attentat que dans le cadre de leurs enquêtes. Nous encourageons le Kosovo à poursuivre cette coordination.

Les événements récents ont une fois de plus montré que, si l'ONU peut jouer un rôle au Kosovo, elle n'a pas besoin d'un mandat au titre du Chapitre VII pour le faire. La Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) n'a pas été impliquée dans la réponse à l'attentat du 24 septembre, ni dans l'enquête y relative. La MINUK a depuis longtemps rempli son objectif initial et n'a plus de rôle à jouer dans la gouvernance du Kosovo ou dans sa sécurité. Nous demandons une nouvelle fois au Conseil de mettre fin à la Mission.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général Ziadeh de son exposé détaillé, et je salue la participation de la Présidente Osmani-Sadriu et de la Première Ministre Brnabić à la présente séance.

Malte est profondément préoccupée par l'évolution récente de la situation dans le nord du Kosovo à la suite des incidents survenus le mois dernier. Nous condamnons l'attentat terroriste contre le Service de police du Kosovo perpétré le 24 septembre et demandons que les auteurs de cet attentat soient rapidement traduits en justice et tenus de rendre des comptes. De tels actes de violence ne font que déstabiliser la situation et réduire à néant les progrès accomplis de haute lutte vers la normalisation des relations entre les deux parties.

Malte est également préoccupée par le déploiement de forces militaires serbes à la frontière avec le Kosovo,

qui constitue une nouvelle escalade de la situation. Nous nous félicitons du fait que le nombre de soldats a été réduit depuis ce déploiement, et appelons la Serbie à coopérer pleinement à l'enquête en cours. Pour l'avenir, nous exhortons les deux parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apaiser les tensions et à s'abstenir de toute mesure unilatérale ou de toute rhétorique de division susceptible de saper les efforts diplomatiques déployés au cours des derniers mois. Le dialogue est la clef pour régler les questions en suspens, et la collaboration est le seul moyen de garantir la paix et la stabilité dans la région.

À ce stade, il est de la plus haute importance de prendre des mesures constructives de nature à créer un climat propice à la réconciliation, aux relations de bon voisinage et à la poursuite du dialogue. La tenue d'élections locales dans les municipalités du nord du Kosovo sera cruciale, et nous appelons à la participation pleine et sans conditions de tous les acteurs qui participent aux opérations électorales. Les discours haineux, la diffamation qui vise les femmes qui participent à la vie politique et les attaques physiques et verbales contre les journalistes sont inacceptables et déplorables.

Je saisis cette occasion pour réaffirmer le plein appui de Malte aux aspirations d'adhésion à l'Union européenne de la Serbie et du Kosovo. Pour les deux parties, la voie qui mène à cette adhésion passe par le dialogue facilité par l'Union européenne. Il est fondamental que les deux parties s'engagent dans la réalisation de cet objectif et y participent de manière constructive. À cet égard, nous prenons pleinement note des progrès accomplis jusqu'à présent par le Kosovo sur la voie des réformes et soulignons l'importance de la pleine participation au processus des différentes parties prenantes de la société civile, notamment les communautés vulnérables et marginalisées. Malte est également consciente de l'importance du rôle que joue la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) dans la promotion de la sécurité et de la stabilité, ainsi que dans la préservation et la promotion des droits humains, de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des jeunes au Kosovo.

La normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie contribuera non seulement à la paix dans la région, mais favorisera également plus de prospérité économique et sociale dans les Balkans occidentaux. Par conséquent, nous insistons sur l'importance pour les deux parties de respecter l'Accord sur la voie de la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie, adopté par les deux parties cette année, et nous les exhortons à s'acquitter de leurs obligations respectives en vertu de cet accord.

Pour terminer, Malte réaffirme son appui à la MINUK dans les efforts qu'elle déploie pour collaborer de manière active et constructive avec toutes les communautés du Kosovo et les acteurs régionaux et internationaux. Nous exhortons le Kosovo et la Serbie à privilégier le dialogue plutôt que la confrontation, et espérons que la période à venir sera marquée par des progrès concrets dans les efforts de normalisation des relations.

M^{me} Broadhurst-Estival (France) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Caroline Ziadeh, pour sa présentation, et je salue la présence parmi nous de la Première Ministre de la Serbie, M^{me} Ana Brnabić, et de la Présidente du Kosovo, M^{me} Vjosa Osmani-Sadriu.

La séance d'aujourd'hui intervient dans un contexte préoccupant. La situation politique et sécuritaire se dégrade dans le nord du Kosovo, et plusieurs incidents se sont produits au cours des six derniers mois, dont certains ont touché des membres de la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR). Les événements du 24 septembre dernier ne sont que la dernière illustration de cette situation. La France condamne fermement l'attaque inacceptable dont a été victime le Service de police du Kosovo, et qui a causé un mort dans ses rangs. La France souhaite que toute la lumière soit faite sur les circonstances de cette attaque et que les responsables soient traduits en justice. Nous appelons les parties à faire preuve de retenue et à entreprendre les efforts nécessaires pour s'engager dans la voie de l'apaisement.

Cette montée des tensions ne peut être dissociée du contexte politique de ce dossier. Le Secrétaire général note dans son rapport (S/2023/735) la faiblesse des avancées dans la mise en œuvre des accords de Bruxelles et Ohrid, obtenus grâce aux efforts de médiation de l'Union européenne. Nous déplorons cette situation. Le contexte actuel plaide pour que la Serbie comme le Kosovo reviennent rapidement et sans condition au dialogue qui est facilité par l'Union européenne pour la normalisation de leurs relations. Il est crucial d'opter pour la solution du dialogue et pour le compromis. Nous attendons des parties qu'elles s'engagent sans réserve, dans un esprit de responsabilité et de compromis, je le répète, dans la mise en œuvre de l'ensemble des engagements qui ont été prévus au titre des accords conclus. Cela inclut la mise en place d'une association des municipalités à majorité serbe au Kosovo et l'organisation rapide de nouvelles élections inclusives dans le nord du Kosovo, dans un climat apaisé et avec la participation des Serbes. Ces différents processus sont des éléments clés pour le renforcement de la

perspective européenne des deux pays, et la France reste pleinement attachée à une intégration dès que possible des Balkans occidentaux au sein de l'Union européenne.

Nous saluons l'engagement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) en faveur d'une paix durable, par les actions qu'elle mène dans le cadre de son mandat en faveur du renforcement de l'état de droit, des droits de l'homme, du dialogue et de la réconciliation entre les communautés. Ses actions à destination des femmes et des jeunes, qui se traduisent par des avancées, sont également à saluer dans ce contexte. Nous félicitons la Mission pour son travail de sensibilisation contre les mariages d'enfants ou encore pour l'appui au retour des personnes réfugiées ou déplacées.

La France reste pleinement attachée à la recherche d'une normalisation durable des relations de la Serbie et du Kosovo. La France continuera à se mobiliser pour des progrès rapides en ce sens, en soutien au dialogue facilité par l'Union européenne et aux efforts qui sont menés par la MINUK, la KFOR et la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo. Le différend ne pourra être réglé que par la voie de la paix, du respect et du dialogue.

M. Ishikane (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo, M^{me} Caroline Ziadeh, de son exposé.

Depuis sa création en 1999, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) joue un rôle essentiel en appuyant le Kosovo. Le Japon félicite le personnel de la MINUK de son dévouement. En outre, nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général Ziadeh de son leadership et de sa collaboration active avec les partenaires locaux et internationaux afin de promouvoir la confiance mutuelle au niveau local, notamment pour ce qui est des événements multiethniques.

Nous exprimons notre vive inquiétude au sujet des tensions croissantes dans le nord du Kosovo. Nous appelons les deux parties à exercer la plus grande retenue et à s'abstenir de prendre des mesures unilatérales qui pourraient conduire à une nouvelle escalade. Le Japon condamne avec force la série d'actes violents, en particulier les attaques commises à Banjska à la fin du mois de septembre. Une enquête impartiale doit être menée sur ces attaques pour faire en sorte que leurs auteurs répondent de leurs actes.

Il faut stabiliser les conditions de sécurité dans le nord du Kosovo pour éviter une nouvelle crise sur le terrain. Aussi nous félicitons-nous de la récente décision d'apporter des renforts à la Force internationale de sécurité au Kosovo, qui continue de jouer un rôle important pour la

stabilité et la sécurité au Kosovo. Il sera utile de garantir un environnement propice au retour des Serbes dans le Service de police du Kosovo et dans les institutions du Kosovo.

Le Japon exhorte vivement les deux parties à s'engager de nouveau à participer au dialogue entre Belgrade et Pristina, facilité par l'Union européenne, qui est essentiel à la paix et à la stabilité dans les Balkans occidentaux. Nous les appelons à mettre pleinement en œuvre, rapidement et de bonne foi, leurs obligations respectives au titre des accords conclus dans le cadre du dialogue visant à normaliser les relations entre la Serbie et le Kosovo.

Comme il a été dit précédemment, la MINUK continue de déployer des efforts considérables pour renforcer la confiance dans la région. Nous sommes également conscients que la situation au Kosovo est très différente de celle qui régnait au moment de la création de la MINUK, en 1999. Par conséquent, le rôle de la MINUK doit être réexaminé afin de l'adapter à la situation actuelle.

Le Japon est prêt à collaborer avec toutes les parties prenantes pour parvenir à la paix, à la stabilité et à la réconciliation dans la région.

M. Bastaki (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo, M^{me} Caroline Ziadeh, de son exposé très utile d'aujourd'hui. Je salue la participation de la Première Ministre de la République de Serbie, M^{me} Brnabić, et de la Présidente de la République du Kosovo, M^{me} Osmani-Sadriu, à la présente séance.

La dernière fois que le Conseil s'est réuni pour discuter de ce dossier, en avril (voir S/PV.9312), l'on espérait qu'il y aurait davantage de stabilité et de prospérité dans la région. D'ailleurs, à cette séance, les Émirats arabes unis avaient déclaré :

« [L]e récent accord conclu entre la Serbie et le Kosovo constitue l'avancée la plus importante dans les relations entre les deux États depuis plus d'une décennie » (S/PV.9312, p. 18).

Les conversations sur l'avenir des deux pays et sur leurs relations mutuelles avaient connu une évolution notable, ce qui avait conduit à la conclusion d'accords à Ohrid et à Bruxelles, facilités par l'Union européenne. Ces accords historiques promettaient d'ouvrir un nouveau chapitre pour les peuples des deux pays. Ils ont été suivis de la déclaration conjointe sur les personnes portées disparues, qui a été approuvée en mai. Cela étant, au fil de l'année, la situation sur le terrain dans le nord du Kosovo a commencé à se dégrader.

Après une période électorale difficile, des violences ont éclaté à la fin du mois de mai, au cours desquelles des dizaines de soldats de la paix de la Force internationale

de sécurité au Kosovo, ainsi que des responsables de l'application des lois et des civils, ont été blessés. Nous condamnons toutes les attaques contre les soldats de la paix. En outre, le monde a été collectivement gagné par un sentiment de peur et d'incertitude lorsqu'il a été témoin des événements du 24 septembre, au cours desquels un policier a été tué et d'autres ont été blessés. Les Émirats arabes unis condamnent les attaques contre les responsables de l'application des lois et présentent leurs condoléances et expriment leur sympathie aux familles des personnes tuées ou blessées. L'état de droit doit prévaloir et tous les responsables doivent rendre des comptes. Ce qu'il s'est passé il y a un mois risque de ramener la région à une période plus sombre de son histoire.

À la suite de ces événements, alors que nous avons vu les dirigeants œuvrer à la désescalade, il nous a été rappelé que la paix n'est pas simplement l'absence de combats, mais aussi l'aboutissement d'une action concertée. Le dialogue et la diplomatie demandent du courage, et nous saluons les mesures prises par les dirigeants du Kosovo et de la Serbie pour désamorcer la situation. Dans le même temps, la dynamique relative à la mise en œuvre des accords conclus sous les auspices du dialogue facilité par l'Union européenne doit se poursuivre. Les Émirats arabes unis réaffirment leur plein appui au dialogue, qui demeure le meilleur moyen de régler les questions en suspens. À cet égard, nous nous félicitons des récentes réunions de haut niveau qui ont eu lieu dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne. Aujourd'hui, il importe plus que jamais que les deux parties se recentrent sur un dialogue constructif et évitent celles et ceux qui seraient tentés de se livrer à des déclarations incendiaires qui ne feront qu'exacerber les tensions.

Tout espoir de paix à l'avenir passe par l'instauration d'un climat de confiance. Dans ce contexte, nous apprécions à leur juste valeur et encourageons à poursuivre les efforts que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo déploie pour renforcer la confiance entre les communautés du Kosovo, en coordination avec les responsables gouvernementaux et les responsables locaux.

Étant donné qu'il s'agit de la dernière déclaration des Émirats arabes unis sur ce dossier durant leur mandat au Conseil de sécurité, qu'il me soit permis de réaffirmer que, pour leur part, les Émirats arabes unis demeurent pleinement déterminés à appuyer tous les efforts concertés en faveur de la paix et de la prospérité pour les populations de la Serbie et du Kosovo.

M^{me} Onanga (Gabon) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo, M^{me} Caroline Ziadeh, pour son exposé édifiant. Je salue la

participation à cette séance de la Première Ministre de la République de Serbie, M^{me} Ana Brnabić, et aussi de la Présidente du Kosovo, M^{me} Osmani-Sadriu.

Depuis notre séance d'avril dernier (voir S/PV.9312), la situation au Kosovo ne s'est guère améliorée. Les tensions, les heurts et les nombreux épisodes de violence, dont beaucoup impliquent des éléments du Service de police du Kosovo, ont fait craindre un embrasement.

Le quotidien des populations des différentes communautés est encore trop souvent émaillé d'échauffourées et d'affrontements, lesquels ont nécessité le déploiement par l'OTAN d'un bataillon supplémentaire de ses forces, ainsi que d'un bataillon multinational de forces de réserve, pour contenir la situation. Il est cependant évident que si les causes de ces épisodes récurrents de violence persistent, la désescalade restera un horizon difficile à atteindre et la sécurité une chimère.

Les suites de la démission massive de milliers de Serbes du Kosovo des institutions locales, ainsi que du boycott des élections municipales qui se sont tenues en décembre 2022 dans le nord, doivent trouver une solution durable par le droit afin de restaurer la confiance et de promouvoir le vivre-ensemble. En l'espèce, la création du statut pour la communauté des municipalités serbes du Kosovo est cruciale. Nous appelons les autorités de Pristina à mettre en œuvre l'Accord de Bruxelles de 2013 y relatif, ce qui constituera un pas décisif vers la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina. Mon pays regrette que les parties n'aient pas pu s'accorder sur le projet de statut de la communauté des municipalités, qui a été présenté au début du mois de mai, et que les différentes tentatives de renouer le dialogue soient restées stériles. Nous reconnaissons le rôle important joué par l'Union européenne, ainsi que par d'autres acteurs régionaux et bilatéraux, et les exhortons à poursuivre leurs actions en vue de surmonter les incompréhensions et les blocages qui subsistent et de bâtir un consensus aux fins de la poursuite des négociations. À cet égard, nous appelons les parties à considérer le plan en neuf points de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour sortir de l'impasse politique.

Au titre des efforts et des mécanismes de renforcement de la confiance, nous saluons la création du Centre Barabar, avec le soutien de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, ainsi que les nombreuses actions multiformes que la Mission mène dans les domaines de la justice, des droits de l'homme, des arts, de l'insertion économique et de l'écologie envers les jeunes, les femmes et les communautés minoritaires. Cet engagement visant à renforcer les droits des communautés

non majoritaires, des femmes et des jeunes, notamment à travers la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, d'une part, et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, d'autre part, représente une contribution essentielle pour bâtir une paix durable et une coexistence pacifique de toutes les communautés. Nous savons que, dans le contexte du Kosovo, cette paix passera nécessairement par la paix des communautés. Pour ce faire, les parties doivent réprimer les discours de haine, la stigmatisation, la marginalisation et les violences en tout genre et s'abstenir de toute action unilatérale et de tout fait accompli qui nuisent aux efforts politiques. Dans le même ordre d'idées, les violences et les attaques contre les symboles religieux doivent cesser, et des solutions de retour doivent être offertes aux milliers de personnes des communautés non majoritaires déplacées à l'intérieur du Kosovo ou réfugiées à l'extérieur du pays. Nous encourageons l'action du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dans ce sens et prenons note des derniers retours volontaires enregistrés.

L'adoption par Belgrade de la déclaration commune sur les personnes disparues est un développement heureux que nous saluons. Les parties doivent veiller à sa mise en œuvre effective dans le respect de la dignité et des croyances de chaque communauté. Nous prenons note par ailleurs de la poursuite de l'instruction des affaires relatives aux crimes de guerre en lien avec la guerre du Kosovo. Il s'agit d'un plan crucial qui garantit la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition, ainsi que l'établissement de la paix, qui est, à notre avis, consubstantiellement tributaire d'une bonne justice. Il est crucial d'avoir pour repère dans la recherche de solutions les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 1244 (1999), ainsi que le respect des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, singulièrement le respect de l'intégrité territoriale des États.

Au plan politique, une porte de sortie doit être trouvée pour surmonter l'impasse actuelle et apaiser la tension qui n'a cessé de se creuser ces derniers mois au gré des violences, notamment policières. Nous avons pris note de la volonté exprimée par les autorités du Kosovo d'organiser des élections municipales anticipées dans le nord. Mon pays encourage la poursuite d'un dialogue de bonne foi entre Belgrade et Pristina. Nous prenons note de l'Accord sur la voie de la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie du 27 février dernier.

Pour terminer, mon pays encourage les parties à maintenir un fil de dialogue afin de trouver une solution politique par la négociation. L'Union européenne et les

organisations régionales et sous-régionales, ainsi que les partenaires bilatéraux, en tête desquels le Quint, doivent également maintenir un engagement au plus haut niveau pour désamorcer les antagonismes et permettre des progrès communément satisfaisants pour les parties.

M^{me} Oppong-Ntiri (Ghana) (*parle en anglais*) : Je tiens à saluer la participation à la présente séance de M^{me} Ana Brnabić, Première Ministre de la République de Serbie. Nous remercions le Secrétaire général de son dernier rapport en date (S/2023/735) sur les activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), et nous savons également gré à M^{me} Caroline Ziadeh, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MINUK, de son exposé important et du rôle de premier plan qu'elle continue de jouer dans les efforts déployés par l'ONU dans la région du Kosovo. Ma délégation prend aussi note des observations formulées par M^{me} Osmani-Sadriu.

Je tiens avant toute chose à rappeler que le Ghana continue d'appuyer le mandat de la MINUK. Compte tenu des conditions politiques qui prévalent toujours dans la région, le rôle de la MINUK dans la promotion de la sécurité, de la stabilité et du respect des droits humains demeure essentiel. Nous nous félicitons en outre des initiatives menées par la MINUK en matière d'instauration de la confiance, de cohésion sociale et de renforcement du dialogue intercommunautaire. Nous prenons acte des échanges entre la MINUK et les femmes et les jeunes, qui visent à renforcer leur rôle dans la consolidation de la paix et à appuyer les mesures de renforcement de la résilience au niveau communautaire, et nous demandons instamment qu'un soutien supplémentaire soit apporté à ces échanges. La décision de prendre en compte le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et les questions de genre dans le processus de normalisation peut accroître les chances de rétablir la paix, la stabilité et la croissance économique dans la région. Nous constatons toutefois avec inquiétude les violations commises contre les bureaux de la MINUK et réaffirmons l'inviolabilité des locaux et des biens de la Mission. Nous appelons instamment à l'adoption de toutes les mesures qui s'imposent pour garantir que les opérations de la Mission se déroulent sans entrave.

Sur le plan politique, nous notons avec préoccupation la persistance des tensions qui empêchent la poursuite de la mise en œuvre de l'accord de normalisation du 27 février et de l'annexe relative à sa mise en œuvre du 18 mars. Nous demeurons convaincus que cet accord offre une occasion nouvelle de normaliser globalement les relations entre la Serbie et la région du Kosovo, ce qui est indispensable à la paix, à la sécurité et à la prospérité à long terme dans les Balkans. Tout en nous

félicitant de la création d'un comité mixte de suivi de l'accord, qui constitue une étape importante, nous estimons que des efforts supplémentaires doivent être faits pour le rendre opérationnel et faire progresser la normalisation entre les deux parties. À cet égard, nous apprécions le soutien constant de l'Union européenne, et nous demandons instamment que les efforts se poursuivent pour résoudre les problèmes liés à l'ordre dans lequel appliquer les dispositions de l'accord, qui ont ralenti les progrès.

Ma délégation est fermement convaincue que le dialogue et la diplomatie sont les meilleurs moyens de régler le différend qui oppose depuis longtemps la région du Kosovo à la Serbie, et, à cet égard, nous nous félicitons du rôle joué par les acteurs régionaux en faveur de la désescalade. Nous exhortons toutes les autorités à s'abstenir de toute action unilatérale et de tout discours incendiaire, qui, dans certains cas, ont donné lieu à des affrontements violents, faisant inutilement des victimes parmi la population civile. Les parties doivent continuer de dialoguer de bonne foi afin de trouver des solutions mutuellement acceptables pour atteindre les objectifs de normalisation et de coexistence pacifique.

Nous demeurons préoccupés par la persistance des tensions dans le nord du Kosovo. Les tensions et les escalades de violence signalées par le Secrétaire général sont symptomatiques d'une société profondément divisée. Nous appelons par conséquent à l'intensification des efforts de renforcement de la confiance afin de contribuer à apaiser les griefs profondément ancrés qui font obstacle à la raison et à la coopération mutuelle. Notre délégation a également toujours plaidé pour que la question des personnes portées disparues ne soit pas politisée, et nous nous félicitons de l'accord auquel sont parvenues les deux parties pour traiter cette question comme une préoccupation humanitaire. Nous jugeons cette approche essentielle si nous voulons voir s'accélérer les efforts consentis pour faire la lumière sur le sort des 1 600 personnes qui sont toujours portées disparues 25 ans plus tard.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer l'importance de l'action menée par l'ONU pour trouver une solution globale et durable à ce problème vieux de plusieurs décennies. Nous réaffirmons également que tous les efforts de paix dans la région du Kosovo doivent reposer sur les principes du droit international et les valeurs de l'ONU. Nous répétons une fois de plus que tous les camps doivent faire preuve comme jamais de détermination et de bonne foi dans le cadre du processus de normalisation. Il convient à l'évidence de faire davantage pour obtenir la mise en œuvre pleine et effective des accords négociés par l'Union européenne à Ohrid et Bruxelles et des engagements antérieurs, dans l'intérêt général de la région des Balkans et de sa population.

M. Afonso (Mozambique) (*parle en anglais*) : Le Mozambique remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Caroline Ziadeh, de son exposé important sur l'évolution de la situation au Kosovo.

Nous nous félicitons de la présence dans cette salle de M^{me} Ana Brnabić, Première Ministre de la République de Serbie.

Le Mozambique salue et encourage l'action diplomatique de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), en particulier le travail qu'elle mène activement avec les partenaires afin de pérenniser la paix et de soutenir plusieurs initiatives, notamment la promotion de la sécurité, de la stabilité et du respect des droits humains au Kosovo et dans la région. Nous constatons qu'en dépit des nombreux défis, la MINUK poursuit sa coopération constructive avec le Kosovo, la Serbie et les acteurs régionaux et internationaux, facilitée par l'Union européenne. Nous apprécions à leur juste valeur les efforts déployés en vue de normaliser les relations entre la Serbie et le Kosovo et de créer un climat propice à la paix et à la stabilité régionales. Dans ce contexte, nous exhortons vivement les partenaires nationaux, régionaux et internationaux à tout mettre en œuvre pour préserver les progrès accomplis au fil des ans sur la voie de la paix et de la réconciliation au Kosovo, conformément à la résolution 1244 (1999).

Malgré le travail considérable qui est mené sur le terrain, et que la Représentante spéciale du Secrétaire général a bien décrits dans son exposé, nous demeurons préoccupés par la discorde et les tensions entre les autorités de Belgrade et de Pristina. Cela contribue à la détérioration de la situation en matière de sécurité, qui se caractérise par de la violence, des provocations, des arrestations et des manifestations impliquant des civils, des journalistes et des membres des forces du Kosovo. Les incidents de sécurité dans la région risquent de compromettre l'application du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations et sont une menace pour la paix, la stabilité et la sécurité que nous voulons voir régner dans la région. La situation est également aggravée par les tensions entre les deux camps, chacun accusant l'autre de ne pas respecter l'Accord. Nous appelons une fois de plus et avec force les deux camps, serbe et kosovar, à jeter les bases d'un dialogue véritable, qui tende à promouvoir la réconciliation entre leurs communautés respectives, et à s'abstenir de provoquer violence et tensions afin qu'il soit possible d'instaurer une confiance mutuelle.

Nous engageons les parties et tous les acteurs concernés à rester mobilisés en faveur de la promotion

d'un dialogue constructif au Kosovo. C'est essentiel pour la bonne mise en œuvre de l'Accord de Bruxelles, conclu sous les auspices de l'Union européenne. Il faut impérativement continuer de soutenir l'action menée pour renforcer le dialogue entre les parties. Nous demandons instamment d'éviter tout incident ou affrontement militaire. S'il s'en produit, une enquête impartiale et transparente doit être conduite et les responsables doivent rendre des comptes. Le processus politique y gagnera en qualité et en crédibilité. La participation de toutes les parties prenantes, telles que les femmes, les jeunes et la société civile, revêt la plus haute importance pour la promotion de la paix, non seulement au Kosovo mais dans toute la région. Le Mozambique réaffirme son appui à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo et à tous les efforts déployés par les acteurs régionaux en vue de parvenir à la paix et à la stabilité au Kosovo et dans la région.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Caroline Ziadeh, de son exposé sur la situation dans la province et des réflexions dont elle nous a fait part. Nous nous félicitons de la participation de la Première Ministre Ana Brnabić, de la Serbie. Nous avons écouté les vues de M^{me} Vjosa Osmani-Sadriu. Nous avons été particulièrement amusés par ses tentatives insistantes mais maladroites, comme les fois précédentes, d'impliquer la Russie dans les événements qui ont cours au Kosovo. Ses tentatives de présenter le Kosovo comme un symbole et un modèle de démocratie face aux sombres soubassements des autocraties environnantes n'appellent guère que le sarcasme.

Au cours des six mois écoulés depuis la précédente séance du Conseil de sécurité sur le Kosovo (voir S/PV.9312), la situation dans la province s'est sensiblement détériorée. La raison en est toujours la même : la volonté des prétendues autorités de Pristina de prendre le contrôle total de la partie septentrionale de la province, à population serbe. En avril, Pristina a installé ses affidés dans quatre municipalités non-albanaises, par l'entremise d'élections truquées que la population serbe a boycottées. En dépit d'un taux de participation d'à peine 3,47%, imputables à la minorité albanaise de ces municipalités, les États-Unis et l'Union européenne ont reconnu les résultats des élections. Conséquence immédiate, les nouveaux soi-disant maires, appuyés par les forces spéciales du Kosovo, ont pris le contrôle des bâtiments administratifs, entraînant la flambée de violence qui a eu lieu fin mai. Nous jugeons particulièrement inquiétant qu'à cette occasion, la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR), dirigée par l'OTAN, ait agi de concert

avec les forces de sécurité albanaises du Kosovo. Le 29 mai, le personnel de la KFOR a essayé de disperser les Serbes du Kosovo qui manifestaient pacifiquement devant la mairie de Zvečan. Les Albanais du Kosovo ont profité de la situation pour ouvrir le feu sur des civils avec des armes automatiques. Des dizaines de personnes ont été blessées de part et d'autre, sans néanmoins qu'il y ait de mort, ce qui est un pur hasard.

L'Occident a condamné pour la forme les excès d'Albin Kurti et approuvé certaines mesures disciplinaires. Celles-ci sont toutefois parfaitement superficielles. La réalité dans le nord du Kosovo est devenue très dure. Chaque jour ou presque voit des actes d'intimidation, des arrestations de Serbes et des attaques contre les personnes et leurs biens. Depuis l'arrivée au pouvoir en 2021 du Mouvement pour l'autodétermination, parti ultranationaliste, les Serbes ont été victimes d'au moins 420 - et même plus à la date d'aujourd'hui - attaques à motivation ethnique. Les incendies barbares de logements appartenant à des réfugiés de retour dans la province sont particulièrement choquants. Il y en a eu au moins deux ces derniers mois. Le litige concernant le monastère de Visoki Dečani, qui s'est vu refuser sans raison la propriété du terrain environnant, reste à régler. L'appropriation arbitraire de terres appartenant à des Serbes dans le nord de la province afin d'y installer des bâtiments de la police du Kosovo se poursuit également. Aujourd'hui, les parties septentrionales du Kosovo sont sous le coup d'un blocus de fait. L'interdiction d'importer des marchandises depuis la Serbie centrale est le prélude à une catastrophe humanitaire. Il n'y a pas assez de vaccins pour les enfants, y compris les nouveau-nés, ni assez de médicaments oncologiques et autres. Les réserves d'oxygène de l'hôpital de Mitrovica au Kosovo s'amenuisent, comme l'a indiqué la Première Ministre de la Serbie.

Tout cela donne une image peu flatteuse de Pristina. Ce qui s'est produit le 24 septembre à Banjska, dans le nord de la province, fait l'objet de nombreuses discussions afin de détourner l'attention et de rejeter sur Belgrade la responsabilité de tout ce qui se passe. Cet événement a entraîné la mort de trois Serbes locaux et d'un « officier de police » albanais du Kosovo. Nous nous posons de nombreuses questions sur ce qui s'est passé. Tout d'abord, nous ne comprenons pas pourquoi la présence internationale est restée en retrait. Auparavant, dans des situations similaires, les patrouilles de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo et les unités de la Force internationale de sécurité au Kosovo se rendaient immédiatement dans les zones de tension pour séparer les parties belligérantes et lancer un processus de négociation. Cette fois, la situation a été entièrement confiée aux Albanais du Kosovo, ce qui a conduit à cette issue tragique. Il convient également de noter que, le jour du drame, l'Occident a décidé de ne pas attendre les

premiers résultats de l'enquête et a immédiatement qualifié l'événement d'acte de terrorisme odieux et flagrant. Les Albanais du Kosovo ont diffusé des informations erronées selon lesquelles leur « policier » aurait été abattu par des Serbes avec l'appui de Belgrade. Plus tard, ils ont été contraints de reconnaître que les décès avaient été causés par la mise à feu d'un engin explosif. Dans le même temps, les Serbes qui avaient cessé de résister n'ont pas été tués par des tirs croisés, ils ont été abattus à bout portant.

Il s'agit essentiellement de tentatives de diffamation à l'égard de Belgrade. Ces tentatives sont dangereuses car elles donnent carte blanche à Pristina pour intensifier la répression de la population serbe dans la province. Nous sommes convaincus que s'il ne cesse pas, cet arbitraire pourrait avoir des conséquences particulièrement terribles et entraîner la reprise du conflit armé. La tendance à l'affrontement ouvert est également illustrée par la réorganisation illégitime des « forces de sécurité » de Pristina en une quasi-armée, par leur équipement en armes modernes et en matériel militaire, et par la formation du personnel albanais du Kosovo sur la base militaire américaine du camp de Bondsteel, qui avait initialement été conçue pour exactement l'inverse, à savoir le maintien de la paix. Ces mesures sont prises en violation flagrante de la résolution 1244 (1999), mais les donateurs d'armes occidentaux préfèrent ne pas y penser.

Dans ce contexte, la déclaration faite par Pristina sur la continuité entre la « police » et l'Armée de libération du Kosovo est elle aussi révélatrice quand on sait que les dirigeants de cette organisation terroriste, dont Hashim Thaçi, sont accusés de graves crimes de guerre dans une affaire portée devant un tribunal spécial à La Haye. Nous espérons que cette institution ne répètera pas les erreurs du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et que tous les coupables seront dûment punis. Dans ce contexte, le refus par Pristina d'indemniser les victimes des crimes commis par les combattants de l'Armée de libération du Kosovo, en contradiction avec les décisions du tribunal de La Haye, en dit long. La complaisance de l'Occident ne fait que servir les ambitions d'une « Grande Albanie » du quasi-Premier Ministre Albin Kurti, qui dépassent largement les frontières de la province. Il tente de déstabiliser les régions à population musulmane du centre de la Serbie et encourage un sentiment centrifuge en Macédoine du Nord. Les cartes de la « Grande Albanie » en circulation portent également atteinte à l'intégrité territoriale du Monténégro et de la Grèce.

Nous appelons votre attention, Monsieur le Président, sur le fait que, dans ces circonstances, les pays occidentaux détruisent le fondement juridique international d'un règlement. Les médiateurs de Washington et

de l'Union européenne font maladroitement passer pour un compromis réussi des plans unilatéraux qui portent atteinte aux droits des Serbes. L'accord tant vanté sur la voie de la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie bafoue les intérêts intrinsèques de la Serbie et l'invite à reconnaître la souveraineté du Kosovo. En outre, il est présenté comme si la résolution 1244 (1999) et le Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations n'existaient pas, et comme si le processus de normalisation n'avait commencé qu'avec les accords verbaux de février et mars de cette année.

Parallèlement, l'adhésion de la province au Conseil de l'Europe est encouragée. Les Kosovars se sont également vu promettre l'entrée en vigueur du programme de libéralisation du régime des visas par l'Union européenne à partir du 1^{er} janvier 2024. Il est clair que l'indulgence absolue dont Albin Kurti a bénéficié de la part de ses mentors lui a permis de saboter en toute impunité l'obligation inconditionnelle de créer une communauté de municipalités à majorité serbe au Kosovo. À Pristina, on dit que la communauté des municipalités à majorité serbe serait morte. Mais, dans le même temps, Pristina demande que la rédaction du statut de cette communauté soit dirigée par Washington, qui s'oppose catégoriquement à l'octroi de tout pouvoir exécutif aux Serbes du Kosovo. À cet égard, nous tenons à souligner que, tant qu'une communauté de municipalités à majorité serbe n'aura pas été créée dans sa forme originale, il sera impossible de parler de sécurité pour la population serbe de la province et une solution durable et viable à cette situation sera inconcevable.

Les premières mesures en faveur d'une désescalade doivent porter sur le retrait des prétendues forces spéciales albanaises du Kosovo du nord de la province et sur le démantèlement de leurs bases et de leurs postes. Il importe également que la Force de paix au Kosovo renoue avec son mandat, qui est clairement défini dans la résolution 1244 (1999). Rien ne saurait remplacer les paramètres juridiques internationaux définis dans ce document fondamental pour trouver une solution stable et équitable à la question du Kosovo. La solution doit être acceptable pour Belgrade et approuvée par le Conseil de sécurité.

Les activités menées par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) restent indispensables et nous devons préserver son personnel et ses capacités financières. Nous appelons l'attention sur le fait que les Albanais du Kosovo complices de la détention, le 28 mai 2019, de Mikhaïl Krasnoshchenkov, membre du personnel de la MINUK, au cours de laquelle il a été grièvement blessé, n'ont pas été traduits en justice.

Le 31 décembre 2021, un autre membre du personnel de la MINUK, M. Antonov, a été illégalement déclaré *persona non grata* par les « autorités » de la province. Sans réponse adéquate, ce type de mesures pourrait être pris contre n'importe quel membre du personnel de l'ONU dans d'autres parties du monde. Ce n'est qu'une question de temps. Les tentatives visant à retirer le dossier du Kosovo de l'ordre du jour du Conseil de sécurité sont inacceptables. Nous nous souvenons que certains de nos collègues ont essayé de convaincre le Conseil que rien de grave ne se passait au Kosovo, que la situation là-bas ne menaçait pas la paix et la sécurité, et que les séances thématiques du Conseil ne devraient avoir lieu qu'une fois par an au lieu de deux. Nous sommes bien conscients de la tournure des événements dans la province en septembre. Compte tenu des circonstances actuelles, un débat régulier sur la situation au Kosovo doit rester à l'ordre du jour du Conseil.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais souhaiter la bienvenue à la présente séance à la Présidente de la République du Kosovo, M^{me} Vjosa Osmani-Sadriu, et à la Première Ministre de la République de Serbie, M^{me} Ana Brnabić. Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Ziadeh, de son exposé détaillé.

Je voudrais commencer par quelques bonnes nouvelles, malgré l'horizon plutôt troublé des derniers mois. En janvier prochain, la population de la Kosova bénéficiera, comme toutes les autres nations du continent, de la liberté de circulation dans l'espace Schengen, à l'issue d'un processus qui n'a que trop tardé. La libéralisation du régime des visas et l'augmentation de la mobilité humaine ont eu un énorme pouvoir de transformation partout où elles ont été appliquées. Cela fait partie des efforts de rapprochement avec les libertés de l'Union européenne et ses valeurs fondamentales, auxquelles la Kosova, en tant que démocratie opérationnelle et se renforçant sans cesse, adhère pleinement.

Lorsque nous parlons des questions non résolues concernant les relations entre la Kosova et la Serbie, et après avoir écouté les points de vue divergents exprimés ici par certains orateurs, il est toujours important de replacer les choses dans leur contexte. Il n'y a pas si longtemps, la Kosova et la Serbie faisaient partie d'un ensemble qui n'existe plus. La dissolution de l'ex-Yougoslavie a été cruelle et brutale. Le chapitre de cette dissolution consacré à la Kosova, en 1999, n'a rien à voir avec un divorce difficile. Nous avons assisté au pire lors de la séparation de la Kosova et de la Serbie, avec des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, la mort d'innombrables civils que les charniers continuent de révéler à ce jour, ainsi que des tortures et des viols généralisés qui ne pourront jamais

être oubliés. Il a fallu une intervention internationale pour mettre fin aux atrocités et tourner une nouvelle page pour toute la région. Nul besoin de préciser que cet épisode a laissé derrière lui des souvenirs amers qui sont difficiles à effacer, des blessures difficiles à panser et des cicatrices encore visibles, dont pas moins de 1 600 personnes encore portées disparues. Il est indéniable qu'au cours des deux dernières décennies, la région a parcouru un long chemin pour vaincre les démons du passé. Elle a globalement réussi, mais il reste beaucoup à faire.

Honnêtement, j'ai été pour le moins surpris en écoutant l'analyse de la situation en Kosova présentée par la Première Ministre. J'ai vérifié le thème de la séance pour m'assurer que nous n'étions pas, par hasard, dans une séance consacrée à la Syrie. Aucun des trois éléments mentionnés par la Première Ministre Brnabić ne figure, comme elle l'a dit, dans le rapport du Secrétaire général (S/2023/735). Aucun n'est mentionné dans le rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ni dans celui de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo, qui pourtant sont présentes et travaillent en Kosova. Il peut y avoir des problèmes et des difficultés, bien sûr, comme dans tous les pays. Cela inclut, par exemple, le fait de ne pas mettre sa ceinture de sécurité ou de tourner à droite au feu rouge. Mais personne ne peut, en toute honnêteté, nier qu'il existe des lois, des lois modernes, qu'il existe des institutions, des institutions démocratiques, et qu'il existe une procédure régulière pour quiconque se trouve aujourd'hui en Kosova.

Peu importe les efforts que nous déployons, nous ne pouvons pas effacer le passé et son lot de souffrances. Mais, malgré tout, nous devons aller de l'avant et nous tourner vers l'avenir, comme l'a dit la Présidente Osmani-Sadriu, en faisant de la douleur une force. C'est dans cette voie que l'Albanie continue d'investir – et pas dans un fantasme, ainsi que nous l'ont dit nos collègues russes, comme la Grande Albanie ou je ne sais quoi d'autre. Nous ne voulons pas du territoire des autres, contrairement à certains.

Le fait est que 25 ans plus tard, les Balkans occidentaux ne sont plus les Balkans ; et la balkanisation a fait place à l'eupéanisation, car la région a renoué avec son identité fondamentale, qui est l'Europe. Fort de cette conviction, je crois profondément que, malgré un passé amer, la région a atteint un tournant où, dans notre partie de l'Europe, comme ailleurs sur le continent, on ne parle que de progrès, de coopération, de compromis, de libre circulation et d'espaces ouverts, de connectivité avec peu ou pas de frontières : on parle d'un destin commun qui offre bien plus de perspectives positives qu'il ne comporte d'aspects inquiétants.

Pour la première fois dans notre longue histoire mouvementée, il existe une voie claire vers un avenir commun, sur le plan individuel autant que collectif, comme cela a été de nouveau confirmé de manière très convaincante et engagée la semaine dernière à Tirana, lors du dixième sommet Union européenne-Balkans occidentaux, dans le cadre du processus de Berlin, le premier jamais organisé en dehors de l'Union européenne. Nous devons nous accrocher à cette vision, ne pas la laisser filer et ne pas la gaspiller, précisément parce que sinon, les démons du passé ou les démons incompréhensibles du présent pourraient être tentés de la mettre en péril.

Je voudrais aussi faire part brièvement de mon inquiétude. Ainsi qu'il a été mentionné, le 24 septembre, le Kosovo a vécu ce que l'on croyait inconcevable. La Représentante spéciale du Secrétaire général a parlé d'un incident de sécurité. Le Parlement européen l'a qualifié, dans une résolution, d'acte terroriste. Un commando militaire méticuleusement préparé et entraîné en Serbie, prêt à raviver les flammes du pire épisode de l'histoire des Balkans, s'est attaqué au Kosovo et à ses institutions, tuant un policier dans l'exercice de ses fonctions. Grâce à l'intervention rapide et professionnelle du Service de police du Kosovo, les dégâts ont pu être circonscrits, et la horde de terroristes a été rapidement repoussée. Plus nous en apprenons sur cette affaire, plus il devient difficile de ne pas voir une similitude entre ces événements et ceux déjà vus ailleurs, de ne pas se rappeler le récit d'hommes lourdement armés au service d'une histoire inventée de toutes pièces arguant d'une minorité discriminée.

Cette entreprise a échoué lamentablement – c'est le côté positif – mais les intentions qui la sous-tendent restent néanmoins effrayantes – c'est le côté profondément inquiétant. Comme nous l'avons entendu, cet incident n'a pas impliqué de parties belligérantes. Il a opposé, d'un côté, une horde de terroristes et, de l'autre, la police d'un pays indépendant qui veille au maintien de l'ordre public. Que cela soit clair. Des réponses rapides et convaincantes doivent donc être apportées aux questions cruciales qui se posent quant à leurs plans et leurs préparatifs, ainsi qu'à la formation, à l'appui et au financement dont ils ont bénéficié, car les explications fournies jusqu'à présent, y compris aujourd'hui, manquent de crédibilité, d'autant plus que des criminels qui auraient dû être immédiatement condamnés ont été rapidement mis à l'honneur.

La glorification des criminels, le négationnisme et les efforts déployés pour refaire l'histoire sont répréhensibles et inacceptables. Ils portent atteinte aux principes de justice, d'éthique et de moralité et ont des effets préjudiciables sur la société des pays concernés, car ils compromettent les efforts de réconciliation.

C'est pourquoi une enquête complète et approfondie est nécessaire, comme de nombreux pays l'ont demandé, y compris le mien, et comme l'a demandé le Parlement européen dans une résolution récente, afin que la vérité et les responsabilités soient correctement et clairement établies, que les auteurs répondent de leurs actes et que personne ne songe plus à s'engager sur cette pente glissante et dangereuse.

La présente séance est la dernière consacrée à cette question durant de notre mandat au Conseil. L'année prochaine, cela fera 25 ans que le Kosovo et la Serbie se sont séparés pour de bon. Ils ne vivront plus jamais sous le même toit, mais ils seront toujours voisins, et nous aspirons à ce qu'ils soient de bons voisins, ainsi que nous nous efforçons de le garantir.

Un processus de réconciliation est toujours laborieux et complexe. Il doit s'appuyer sur la bonne volonté et une certaine vision, mais aussi sur la responsabilité et la justice. Il peut se révéler fragile, surtout si l'on sait que des extrémistes, surfant sur la vague des discours populistes, sont susceptibles d'essayer de le faire dérailler.

En février de l'année dernière, le Kosovo et la Serbie ont accepté de normaliser leurs relations par l'intermédiaire d'un accord contraignant négocié par l'Union européenne et conclu à Ohrid et à Bruxelles. Bien que sa mise en œuvre soit lente, nous nous félicitons de la mise en place d'un comité mixte de suivi. Celui-ci doit être pleinement opérationnel. Nous saluons également la Déclaration sur les personnes disparues, un processus crucial pour permettre aux familles concernées de mettre un point final à ce chapitre douloureux.

Cet accord doit être mis en œuvre, rapidement et intégralement. Ceux qui font obstacle au processus de dialogue et de normalisation entre le Kosovo et la Serbie doivent être contrés. Ceux qui pensent pouvoir régler les problèmes par la manipulation, les menaces et les jeux de guerre doivent être sanctionnés. Ceux qui veulent mettre en jeu et hypothéquer l'avenir de la Serbie et du Kosovo en tant que voisins vivant dans la paix et la coopération, ce qui aura des répercussions sur l'ensemble de la région, doivent répondre de leurs actes.

Il est impératif de se tourner vers l'avenir, de se projeter dans le futur et d'aller de l'avant. Comme la Présidente Osmani-Sadriu nous l'a dit aujourd'hui, le Kosovo est pleinement déterminé à mettre en œuvre l'accord en déployant des efforts supplémentaires, conformément à ses aspirations euro-atlantiques. Nous attendons de la Serbie qu'elle fasse de même et de bonne foi, dans son propre intérêt, dans celui de la région et pour l'avenir dont nous avons tous et toutes besoin et auquel nous aspirons.

Je terminerai en reprenant les mots de John Fitzgerald Kennedy, qui a dit : « Le changement est la loi de la vie. Et ceux dont le regard est uniquement tourné vers le passé [...] sont certains de rater l'avenir ».

Trop de temps a été perdu ; trop de temps précieux a été gaspillé. L'incapacité à avancer à un prix qui devra être supporté par la prochaine génération. Le dialogue mené sous l'égide de l'Union européenne est donc une occasion inestimable qui n'est au détriment de personne et au bénéfice de tous et toutes : le Kosovo, la Serbie et l'ensemble de la région.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Représentante spéciale Ziadeh de son exposé. Je salue la participation de S. E. M^{me} Osmani-Sadriu, Présidente du Kosovo, et de S. E. M^{me} Brnabić, Première Ministre de la Serbie, à notre séance.

Le Royaume-Uni soutient depuis longtemps le Kosovo en tant qu'État indépendant et souverain. Nous nous félicitons des progrès constants réalisés par le Gouvernement sur des questions importantes telles que l'état de droit, la justice transitionnelle et la lutte contre la criminalité organisée et la corruption.

Nous appuyons pleinement la Déclaration sur les personnes disparues, approuvée tant par le Kosovo que par la Serbie. Il s'agit d'une question prioritaire qui ne doit pas être politisée. Nous reprenons également à notre compte l'appel lancé par la Mission au Gouvernement du Kosovo pour qu'il applique l'arrêt rendu en 2016 par la Cour constitutionnelle du Kosovo concernant les biens du monastère de Visoki Dečani. Cette démarche enverrait un signal positif aux communautés minoritaires et démontrerait l'attachement du Kosovo à un avenir inclusif et multiethnique.

Nous demeurons par ailleurs vivement préoccupés par les problèmes de sécurité immédiats qui se posent dans le nord du Kosovo. Nous condamnons avec force les attaques perpétrées contre le personnel international en mai et contre le Service de police du Kosovo le 24 septembre. Il est primordial que les responsables soient traduits en justice. Nous appelons la Serbie à coopérer pleinement aux enquêtes en cours et à prendre des mesures pour lutter contre la criminalité transfrontière organisée et la contrebande d'armes.

Le Kosovo doit être en mesure de faire respecter l'état de droit sur l'ensemble de son territoire, en étroite coordination avec la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo et la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR). Nous sommes

fiers d'avoir déployé environ 600 soldats britanniques au Kosovo en réponse à une demande de l'OTAN, afin d'aider la KFOR à s'acquitter de son mandat visant à maintenir un environnement sûr et sécurisé au Kosovo.

En cette période de tensions accrues, la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie demeure vitale. Nous exhortons les deux parties à prendre part au dialogue facilité par l'Union européenne afin de trouver des solutions mutuellement acceptables, de mettre fin au cycle de l'instabilité et de protéger les acquis obtenus de haute lutte au cours de la dernière décennie.

Nous appelons le Kosovo et la Serbie à respecter leurs engagements et à éviter les actes unilatéraux ou les discours qui pourraient compromettre les perspectives d'un accord de normalisation global, et nous demandons instamment aux deux parties de coopérer dans un esprit constructif, notamment en ce qui concerne la création d'une association des municipalités à majorité serbe, dans les plus brefs délais.

Enfin, nous reconnaissons le rôle capital joué par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) dans les progrès considérables réalisés par le Kosovo depuis l'adoption de la résolution 1244 (1999), mais les conditions sur le terrain sont sans commune mesure avec ce qu'elles étaient en 1999. Nous pensons qu'il est temps de revoir le rôle et les responsabilités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Cela permettrait au Conseil de porter un regard neuf sur les possibilités d'adaptation de la Mission aux conditions actuelles au Kosovo.

En conclusion, qu'il me soit permis de réitérer la gratitude du Royaume-Uni à la Représentante spéciale et à la Mission pour tout leur travail et le professionnalisme avec lequel elles s'acquittent de leur mandat.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Brésil.

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Caroline Ziadeh, pour son exposé. Je me félicite également de la présence de la Première Ministre de la République de Serbie, et je salue la participation de M^{me} Osmani-Sadriu.

Nous avons suivi avec beaucoup de préoccupation les événements survenus ces dernières semaines dans la région. Une fois de plus, les tensions entre les communautés ont abouti à des violences. Nous regrettons la mort de quatre personnes à proximité du monastère de Banjska le 24 septembre et nous espérons que les personnes

impliquées auront à répondre de leurs actes. Le Brésil exprime sa solidarité aux familles des victimes et aux personnes blessées dans cette attaque.

Nous pensons que la situation actuelle sur le terrain fait peser de graves risques sur la stabilité régionale, compromettant ainsi les avancées importantes obtenues dans le cadre du dialogue mené sous l'égide de l'Union européenne. Nous invitons instamment les parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir afin d'éviter de nouveaux heurts et à exercer leur influence au sein de leurs communautés respectives pour les exhorter à la modération. Nous encourageons vivement leurs dirigeants à manifester, dans leurs paroles, leur volonté de maintenir la paix.

Rétablir la confiance entre les deux parties passera nécessairement par une solution à la crise de la représentation dans le nord du Kosovo. Au-delà du boycott des institutions locales et des élections municipales d'avril, il y a des préoccupations raisonnables qui méritent d'être examinées et comprises avec respect. Il est essentiel de convoquer de nouvelles élections municipales afin de restaurer la légitimité des institutions et des représentants locaux.

Le Brésil renouvelle son appel à la création rapide d'une association/communauté des municipalités à majorité serbe du Kosovo, conformément à l'Accord de Bruxelles, sans condition préalable ni délai supplémentaire. Nous engageons les parties à honorer les engagements qu'elles ont pris de respecter les sites d'importance historique, culturelle ou religieuse et de préserver la liberté de circulation.

Enfin, nous félicitons la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour le rôle qu'elle joue dans la prévention des conflits et la lutte contre la désinformation et les discours de haine. Le Brésil estime que la Mission reste un instrument important pour la préservation de la stabilité sur le terrain et pour la recherche d'un règlement définitif et mutuellement acceptable de la question.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

La Première Ministre de la Serbie a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je lui donne maintenant la parole pour trois minutes.

M^{me} Brnabić (Serbie) (*parle en anglais*) : Je vais commencer par dire qu'il me faudrait probablement quelques heures pour répondre aux propos de M^{me} Osmani-Sadriu et de l'Ambassadeur albanais, mais je vais donner quelques exemples qui montrent la différence entre les paroles et les actes.

M^{me} Osmani-Sadriu nous a dit que le Kosovo avait une attitude constructive et était déterminé à dialoguer. Ce qu'elle n'a pas expliqué, en revanche, c'est la raison pour laquelle, depuis plus de 10 ans, le Kosovo n'a pas mis en œuvre le Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations et n'a pas créé la communauté des municipalités à majorité serbe. Plus de 10 ans ont passé ; c'est dire à quel point ils sont constructifs et déterminés. Belgrade a fait tout ce qui était prévu par l'Accord de Bruxelles. Pristina n'en a pas appliqué un seul mot. C'est dire à quel point ils sont constructifs et déterminés.

Deuxièmement, nous avons tous entendu que les Serbes avaient un droit de veto. Certes, ils ont un droit de veto, sur le papier. Lorsque le soi-disant Parlement du Kosovo a décidé de la création de la Force de sécurité du Kosovo, les Serbes étaient censés voter, mais ils ne l'ont pas fait. La Force de sécurité du Kosovo n'aurait pas dû être créée, puisque les Serbes n'ont pas voté. Elle a pourtant été mise sur pied. Voilà comment le droit de veto des Serbes fonctionne dans la pratique.

Nous avons entendu que les églises orthodoxes serbes étaient bien sécurisées, mais que cela soit clair : on nous a parlé d'églises orthodoxes, et non d'églises orthodoxes serbes. C'est dire à quel point elles sont respectées et valorisées. La soi-disant Présidente de la soi-disant République du Kosovo est incapable de prononcer le mot « serbe ». Elle a parlé d'églises orthodoxes, et non d'églises orthodoxes serbes. Il s'agit pourtant bien d'églises orthodoxes serbes. Elle ne peut même pas dire cela.

Je tiens aussi à clarifier le niveau de protection des églises orthodoxes serbes et le niveau de sécurité élevé dont elles sont censées bénéficier.

Commençons par chercher « monastère de Visoki Dečani » sur Google. Inutile de me croire sur parole : il suffit de taper « Visoki Dečani » sur Google. C'est l'un des monastères les plus importants de l'Église orthodoxe serbe et pour le peuple serbe du Kosovo-Metohija. Parmi les premiers résultats de cette recherche, on trouvera que le monastère de Visoki Dečani a été inscrit sur la liste de 2021 des sept sites patrimoniaux les plus menacés d'Europe. C'est dire à quel point les sites de l'Église orthodoxe serbe sont sûrs et protégés. Cette information vient d'Europa Nostra, pas d'Ana Brnabić ou de la Serbie.

En ce qui concerne la propriété foncière à Visoki Dečani, en mai 2016, la Cour constitutionnelle du Kosovo a confirmé que le monastère de Visoki Dečani était propriétaire de plusieurs hectares de terres. Bien qu'il s'agisse d'une décision juridique, sept ans plus tard, la décision de la Cour n'a toujours pas été exécutée. Le monastère de Visoki Dečani est le seul site religieux au monde à être placé depuis plus

de 20 ans sous la protection constante de forces militaires armées – la Force internationale de sécurité au Kosovo de l'OTAN. C'est dire à quel point ces sites sont sûrs.

Nous avons ensuite entendu que la Serbie terrorisait les Serbes et que Pristina les protégeait. Je suppose que c'est la raison pour laquelle 11 % des Serbes, autrement dit 2 000 familles serbes, ont quitté le Kosovo-Metohija rien que depuis le mois de mai de cette année. Où sont-ils allés ? Dans le centre de la Serbie, dont on prétend qu'elle les terrorise. Où sont parties ces familles serbes et qui ont-elles fui ? Elles ont fui ceux qui étaient censés les protéger. Que l'on se l'imagine : la Serbie terrorise les Serbes. Ce sont, en toute franchise, les propos que nous avons entendus aujourd'hui.

Nous avons ensuite entendu que le Kosovo était un exemple éclatant de démocratie et d'état de droit. Cela dit, nous n'avons pas appris les raisons qui expliquent que ce même Kosovo est, de tous les territoires en situation d'après-conflit, le champion du monde du plus petit nombre de rapatriés. Il affirme être un exemple brillant et fantastique. Mais si l'état de droit, la sécurité et les droits de veto existent, comment se fait-il que les gens ne reviennent pas ? Parce qu'ils sont arrêtés lorsqu'ils rentrent. Combien de temps restent-ils en prison ? Personne ne le sait. En moyenne, ils restent 21 mois en prison, soit environ deux ans. Est-ce que cela arrive en Syrie ? Pour être tout à fait honnête, je ne sais pas. J'explique la situation au Kosovo-Metohija.

Si j'en crois l'Ambassadeur albanais, il semble que ce garçon de 11 ans, Stefan Stojanović, s'est lui-même tiré dessus, et qu'Azem Kurtaj l'aurait aidé. Est-ce qu'il l'a emmené à l'hôpital ? Non : en réalité, Azem Kurtaj, qui est un homme libre, a tiré sur un garçon de 11 ans la veille du Noël orthodoxe serbe. C'est ainsi que les Serbes vivent au Kosovo-Metohija.

Nous avons aussi entendu que la Serbie voulait le territoire du Kosovo et qu'elle estimait être la seule à pouvoir interpréter le droit international. Qu'il me soit permis de dire, puisque nous sommes au Conseil de sécurité de l'ONU, que l'Organisation des Nations Unies reconnaît la République de Serbie dans son intégralité, la province autonome du Kosovo-Metohija faisant partie de la République de Serbie. Voici où nous nous trouvons : au Siège de l'ONU. Le Kosovo n'est pas membre de l'ONU, et 80 % de la population mondiale ne reconnaît pas le Kosovo-Metohija.

Enfin, et je terminerai là-dessus, nous avons entendu parler des victimes de violences sexuelles. En tant que femme, je puis affirmer que selon moi, la violence sexuelle et le viol sont les pires crimes contre l'humanité. Oui, nous savons que, malheureusement, déplorablement,

des Albanaises ont été violées. Des Serbes ont également été violées. Des femmes roms ont aussi été violées. Pour être honnête, je n'arrive pas à croire que même les victimes de violences sexuelles ne sont vues que sous l'angle de leur origine ethnique et sont utilisées à des fins de propagande politique.

Le Président (*parle en anglais*) : M^{me} Osmani-Sadriu a demandé la parole. Je la lui donne pour trois minutes.

M^{me} Osmani-Sadriu (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier tous les pays de leurs contributions, qu'il s'agisse de déclarations ou de leur collaboration avec nous sur le terrain pour promouvoir la paix et la stabilité dans l'ensemble de la région des Balkans occidentaux. À ceux qui s'inquiètent, je voudrais dire que nous souhaitons collaborer avec eux pour améliorer la situation, parce que nous, au Kosovo, estimons que la démocratie est un projet qui ne s'arrête jamais.

Il a suffi d'écouter la déclaration du représentant de la Fédération de Russie pour comprendre quelle partie dit la vérité et quelle partie propage des mensonges avec sa machine de propagande. La Russie a une fois de plus eu recours à la propagande contre le peuple du Kosovo et contre ceux qui se sont battus pour la liberté du Kosovo, l'Armée de libération du Kosovo. La principale différence entre le Kosovo et la Serbie est que nous ne craignons pas la justice. C'est pourquoi nous avons créé les Chambres spécialisées, parce que nous ne permettons pas que l'on établisse une équivalence morale entre ceux qui ont commis un génocide et ce qui ont défendu leur peuple contre le génocide. Comme par le passé, nous sommes certains que la justice l'emportera une fois de plus.

Mon peuple a été victime de crimes qui font partie des plus terribles de l'histoire humaine. C'est précisément la douleur et la souffrance que nous avons endurées qui font que nous sommes absolument déterminés à faire en sorte que cela n'arrive plus jamais à qui que ce soit, quelle que soit l'origine ethnique, religieuse ou autre des personnes concernées. Le fait d'avoir été les victimes d'une guerre génocidaire a fait de nous de fervents défenseurs de la

paix, de la stabilité, des droits humains, de l'état de droit et de la liberté, mais également des défenseurs de la vérité contre la propagande.

Aujourd'hui, le Conseil a entendu le représentant de la Russie et M^{me} Brnabić parler de la prétendue terreur imposée par Kurti. Kurti est le Premier Ministre de la République du Kosovo, mais il a également été un prisonnier de guerre qu'ils ont torturé presque à mort dans leurs prisons, alors que le Président de la Serbie, durant cette même période, était le Ministre de la propagande de Milošević. Comme si cela ne suffisait pas, ils déclarent publiquement – y compris de nos jours, comme le Président de la Serbie l'a fait hier soir – qu'ils auraient préféré ne jamais laisser Kurti sortir vivant de prison. Pourtant, le Premier Ministre du Kosovo a choisi le dialogue. Ce dialogue, présidé par les négociateurs de l'Union européenne, réunit, d'un côté, le Premier Ministre du Kosovo, un prisonnier de guerre qui a manqué de succomber à la torture, et de l'autre, le Ministre de la propagande du régime qui l'a torturé.

Mais nous ne renoncerons jamais au dialogue, unique moyen de régler tous les différends qui nous opposent, parce que le Kosovo est un pays peuplé de Mandelas, de Gandhis et de Martin Luther Kings, et de personnes qui se mobilisent en faveur de l'avenir, de la paix et de la réconciliation. Notre parlement, notre gouvernement, toutes nos institutions et toutes les chambres de notre république sont remplis de personnes qui ont survécu à de terribles crimes, mais qui sont toutes déterminées à œuvrer pour la paix. C'est ce que nous sommes : une nation de survivants qui prospèrent, une nation engagée pour la paix parce que nous avons vécu l'opposé, une nation attachée à la démocratie parce que nous avons connu le contraire, et une nation qui est prête à payer le prix fort pour garantir la survie et la réussite de la liberté.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Osmani-Sadriu de sa déclaration. Le Président estime que les orateurs et oratrices ont exprimé leur point de vue.

La séance est levée à 17 h 55.